



Rapport annuel
2009

entreprendre pour un avenir durable

RAPPORT ANNUEL 09
ENTREPRENDRE POUR UN AVENIR DURABLE

.....



INVESTIR À LONG TERME AU SUD
p 6-17



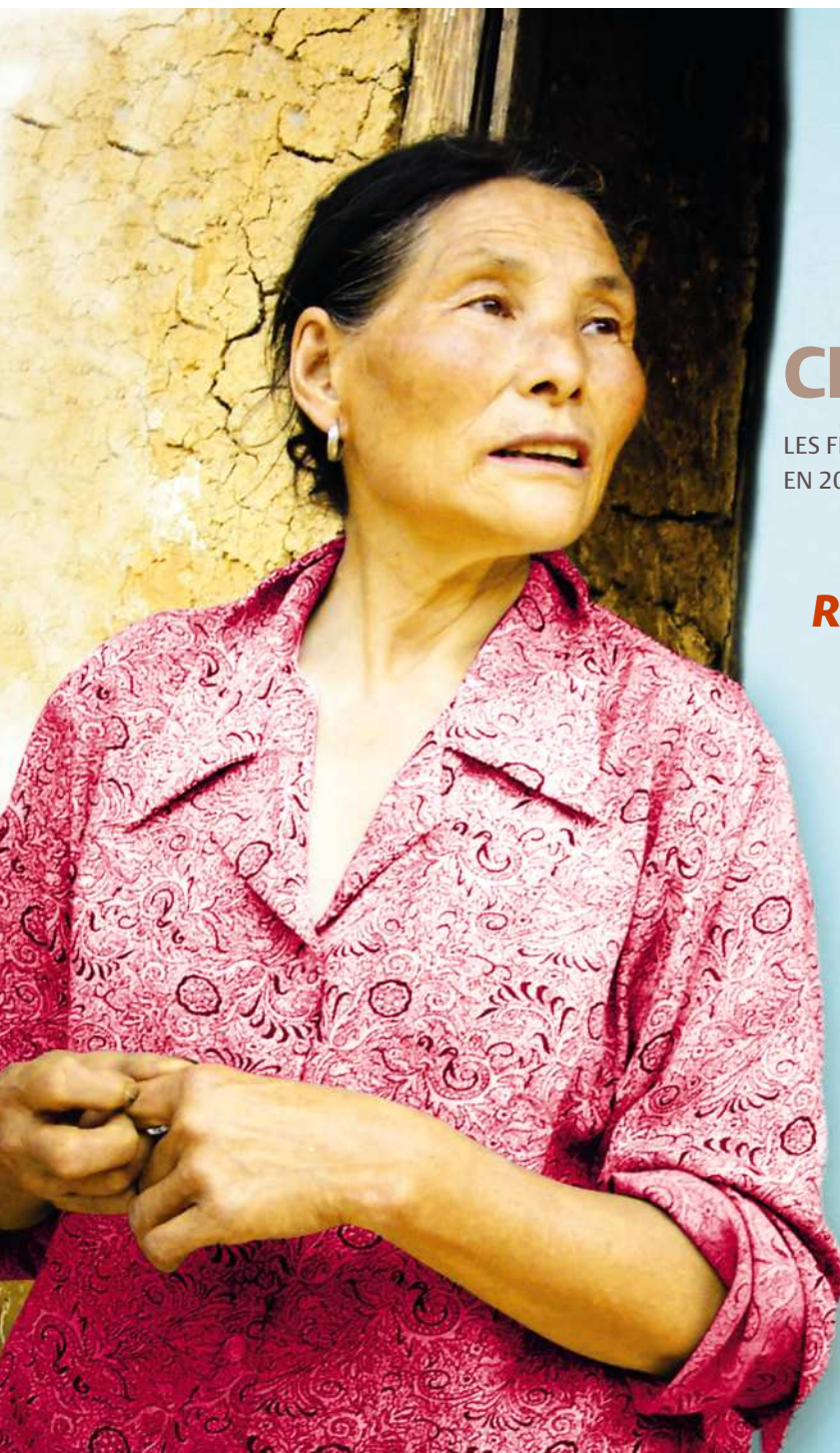
FAIRE FACE AUX DÉFIS DE CHAQUE RÉGION
p 18-27



QUATRE SECTEURS PRIORITAIRES
p 28-33



RÉPONDRE AUX BESOINS DES INVESTISSEURS
p 34-39



CHIFFRES CLÉS 2009

LES FINANCEMENTS ET COFINANCEMENTS DE PROPARCO
EN 2009 CONTRIBUERONT À :

Raccorder 55 000 personnes
à un réseau de distribution d'électricité

**Connecter 6 millions
de personnes** à un réseau de télécommunications

Accompagner le développement
de **110 000 entreprises**

Sécuriser ou créer **815 000 emplois**

Réduire les émissions de gaz à effet de serre
de **2,2 millions teq CO₂** par an

Contribuer aux **revenus des Etats**
à hauteur de **1 380 M€**

Soutenir **4 000 entreprises**
dans une démarche **RSE**



SÉLECTIONNER LES PROJETS **POUR LEURS IMPACTS**

p 40-45



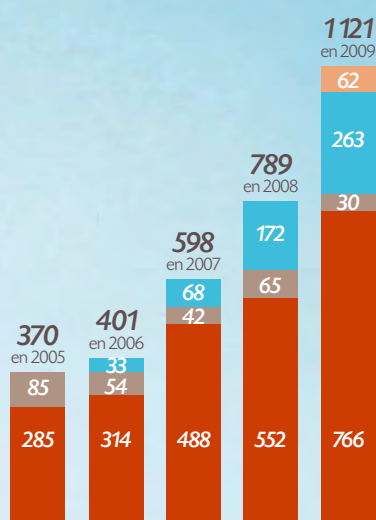
RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS

p 46-53



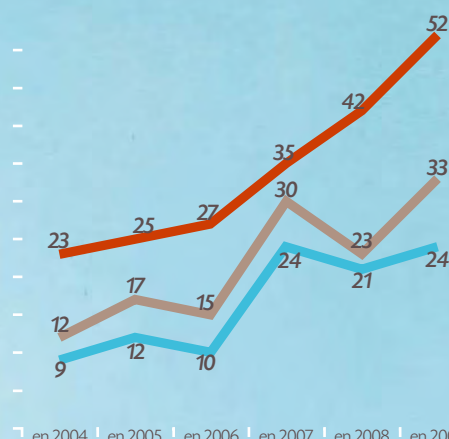
ANNEXES

p 54-61



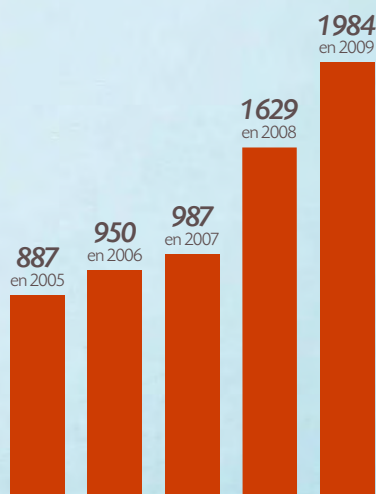
ENGAGEMENTS (EN M€)

ÉTATS ÉTRANGERS COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER
SOUS PARTICIPATION AFD FISEA

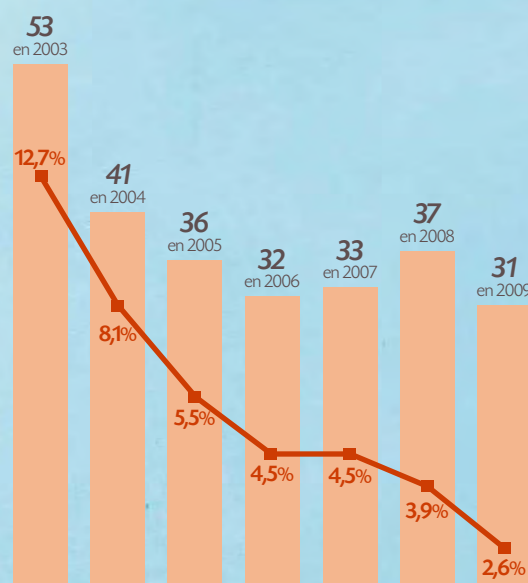


RÉSULTAT (EN M€)

PRODUIT NET BANCAIRE RÉSULTAT NET
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT



BILAN (EN M€)



CRÉANCES DOUTEUSES

EN M€ EN %



INVESTIR À LONG TERME AU SUD

Le soutien apporté au secteur privé est un élément essentiel des politiques de développement. En démontrant que son modèle d'investisseur patient et responsable est rentable, PROPARCO contribue à catalyser l'investissement privé dans les économies émergentes et en développement. Elle incite ainsi les acteurs locaux et internationaux à entreprendre pour un avenir durable.



CONSEIL D'ADMINISTRATION



ADMINISTRATEURS

Jean-Michel SEVERINO **Président** ⁽¹¹⁾
Michel JACQUIER **Vice-Président** ⁽²⁾
Jean-Jacques MOINEVILLE
Pierre JACQUET ⁽¹⁶⁾
Gilles BERGIN ⁽⁹⁾
Anne PAUGAM

REPRÉSENTANTS PERMANENTS

Agence française de développement
Jean-Michel DEBRAT

Natixis
Jean-Claude GARDETTE ⁽⁶⁾

Crédit agricole SA
Eric HOTELLART ⁽¹⁴⁾

BPCE
Josiane LANCELLE ⁽⁴⁾

Development bank of Southern Africa
Admassu TADESSE ⁽¹⁷⁾

BNP Paribas
Philippe SECHAUD ⁽¹⁸⁾

CDC Entreprises élan PME
Pascal LAGARDE ⁽³⁾

DEG
Winfried NAU ⁽¹⁰⁾

Financière OCEOR
Philippe GARSUAULT ⁽¹²⁾

*Banque marocaine
du commerce extérieur*
Jaloul AYED

MANDATAIRES SOCIAUX

Président
Jean-Michel SEVERINO ⁽¹¹⁾

Directeur général
Luc RIGOUZZO ⁽¹⁵⁾

Directeurs généraux délégués
Philippe BASSERY ⁽⁷⁾, Laurent DEMEY

CENSEURS ET OBSERVATEURS

Censeurs statutaires

Ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi
Thomas GROH

Ministère des Affaires étrangères et européennes
Cyrille PIERRE ⁽¹⁾

Censeurs non statutaires

Aga khan fund for economic development
Lutaf KASSAM

Banque ouest africaine de développement
Oumar DIARRA

Coface
Maëlia DUFOUR ⁽¹³⁾

GDF Suez
Micheline BOSSAERT ⁽⁸⁾

Veolia eau
Patrice FONLLADOSA ⁽⁵⁾

COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT

Daniel BESSON ⁽¹⁹⁾

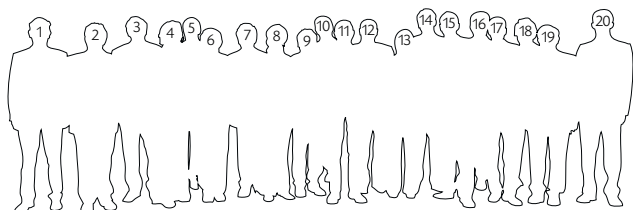
REPRÉSENTANT DU COMITÉ D'ÉTABLISSEMENT DE L'AFD

François JAY

COMMISSAIRES AUX COMPTES

Société Mazars
Odile COULAUD, Guillaume POTEL

Société KPMG
Arnaud BOURDEILLE, Malcom Mc LARTY





LE MESSAGE DE

JEAN-MICHEL SEVERINO PRÉSIDENT DE PROPARCO

L'appui au secteur privé a longtemps été le parent pauvre des politiques d'aide au développement, relégué derrière les appuis aux investissements publics, les dépenses sociales ou les programmes de "bonne gouvernance". Au mieux, on parlait de l'amélioration de l'environnement des entreprises.

Les choses ont aujourd'hui changé, de part et d'autre : acteurs majeurs des économies en développement, les entreprises ont pris conscience qu'elles ne pouvaient faire abstraction des difficultés des sociétés où elles travaillent. Les décideurs publics ont quant à eux pris la mesure du levier de développement que représentent les entreprises. La création ou l'installation d'entreprises dans une économie permet l'apport de précieuses ressources publiques par l'intermédiaire de l'impôt, ainsi que de revenus stables pour des populations en proie à l'insécurité économique. Mais la fonction du secteur privé va aujourd'hui bien au-delà de la seule création de richesses. Les nombreux impacts des entreprises sur la société, l'économie et l'environnement dans lesquels elles s'insèrent en font des objets naturels de politiques publiques : faire évoluer leurs pratiques permet d'atteindre des objectifs de développement auxquels des actions strictement publiques ne sont pas en mesure de parvenir. Apportant leur connaissance des sociétés du Sud et de leurs défis, les acteurs publics peuvent accompagner les groupes engagés dans des démarches responsables, leur permettant de parcourir quelques kilomètres supplémentaires dans leur engagement.

Des acteurs privés du Nord comme du Sud ont également choisi de se faire les vecteurs de politiques de développement, en complément de leurs objectifs économiques propres. Une entreprise représente un point d'accès à un vaste réseau de salariés, de fournisseurs et de clients. Dans des zones reculées où les services publics font défaut, il n'est pas rare de voir des entreprises rendre accessibles leurs programmes de santé ou d'éducation à l'ensemble du bassin de population où elles sont implantées. Plus que simples objets et vecteurs de politique publique, les entreprises en deviennent aussi les agents. Opérateurs de services essentiels de longue date à travers les partenariats public-privé (fourniture d'eau potable, d'électricité), elles sont de plus en plus conçues comme des développeurs de solutions pour les plus pauvres.

Ces nouveaux modes de collaboration entre "développeurs" et "entrepreneurs" ne visent pas à brouiller leurs rôles et objectifs respectifs, mais à exploiter les synergies entre acteurs du public et du privé. L'expérience de PROPARCO au cours de ces dernières années montre que les convergences sont plus nombreuses et fructueuses que l'on n'osait espérer. Malgré ce constat, des obstacles subsistent au développement du secteur privé dans de nombreux pays en développement. Les petites et moyennes entreprises ont encore difficilement accès aux financements, les marchés financiers sont peu structurés, les banques réticentes à prêter...

L'activité d'appui aux investissements en faveur de la croissance, du développement durable et de l'atteinte des Objectifs du millénaire pour le développement, qui constitue le cœur de la mission des institutions financières de développement telle que PROPARCO, a donc encore de grands défis à relever : les acteurs du développement ont un rôle à jouer dans l'accompagnement des entreprises dans des géographies (pays en sortie de crise, économies les moins développées) ou des secteurs (microfinance, agriculture) où elles n'auraient pas spontanément été présentes, réduisant les risques liés à ces activités pionnières. Si ces institutions de financement ne peuvent à elles seules créer la croissance, elles peuvent l'accompagner, la stimuler, la consolider et l'orienter vers des modèles durables d'un point de vue tant social qu'environnemental. En accordant des prêts, des garanties, des financements en monnaie locale et de long terme ou en développant le capital investissement, le personnel de PROPARCO permet aux initiatives privées de se concrétiser. Derrière ce travail quotidien de financement se cachent les projets de vie de millions d'hommes et de femmes. Chacun d'entre eux donne sens à la croissance des volumes d'activité de PROPARCO. |

UNE PLATEFORME NORD/SUD D'INVESTISSEURS

PROPARCO est née il y a plus de trente ans de la conviction que le secteur privé joue un rôle essentiel dans le développement des pays du Sud.

Institution financière de développement, PROPARCO possède une gouvernance unique parmi ses partenaires européens. Elle rassemble trente actionnaires privés et publics, du Nord et du Sud, partageant un engagement commun en faveur du développement.

L'Agence française de développement, établissement public mettant en œuvre la politique de développement et de coopération française, en est l'actionnaire principal (59%). PROPARCO bénéficie de son soutien en termes d'adossement financier, de réseau commercial, de présence géographique et de ressources humaines. Avec le triplement de son capital en juin 2008, la part des actionnaires privés

s'est accrue, représentant aujourd'hui 41% du capital de PROPARCO. Ces partenaires extérieurs - banques et institutions financières françaises et européennes, partenaires majeurs africains - apportent un appui précieux en matière de gouvernance et de pilotage stratégique.

La crise financière et économique a démontré que la relance mondiale dépend plus que jamais des économies du Sud. A ce titre, la gouvernance Nord / Sud et publique / privée de PROPARCO se révèle adaptée aux défis à venir d'un monde multipolaire et multi-acteurs. |

Répartition du capital : 420 M€

Agence française de développement

59 %

Organismes financiers français

26 %

BPCE
BNP Paribas
Crédit agricole SA
CDC Entreprises élan PME
Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur / Coface
Financière OCEOR
Natixis
Société générale

Organismes financiers internationaux

11 %

Aga khan fund for economic development
Banque marocaine du commerce extérieur
Banque de Tunisie
Bank of Africa
Banque ouest africaine de développement
Development bank of Southern Africa
Deutsche investitions –und entwicklungsgesellschaft / DEG

Entreprises françaises

3 %

Bouygues
Bouygues construction
DMC
GDF Suez
Saga
Saur International
SES SA
Société internationale de plantations d'hévéas
Socotec international
Somdiaa
Veolia

Fonds et fondations éthiques

1 %

M. Xavier de Bayser
IDEAM
Natixis solidaire



ENTRETIEN AVEC

LUC RIGOUZZO**DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PROPARCO**

L'ANNÉE 2009 RESTE ASSOCIÉE À LA CRISE FINANCIÈRE MONDIALE, QUI N'A PAS ÉPARGNÉ LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT. QUELS ONT ÉTÉ LES IMPACTS POUR PROPARCO ?

Paradoxalement, cette crise s'est traduite par une croissance exceptionnelle pour PROPARCO, car nous avons été fortement sollicités pour pallier la contraction des ressources disponibles dans les pays du Sud. En soutenant des opérations trouvant moins facilement de financements dans le système bancaire, PROPARCO a pleinement joué son rôle contracyclique.

La croissance a été tirée par trois moteurs principaux : l'Afrique, où les volumes d'engagements ont atteint un niveau record (447 M€) ; les projets d'infrastructures, très dépendant de financements à long terme qui s'étaient raréfiés ; et l'extension de notre mandat géographique à tous les pays en développement, ouvrant de nouvelles perspectives en Amérique latine et en Asie.

Dans ce contexte, les engagements de PROPARCO en 2009 ont atteint un niveau record d'1,1 milliard d'euros. Le bilan s'élève quant à lui à 2 milliards d'euros, soit plus du double de celui de 2007.

LA CONJONCTION DE LA FORTE CROISSANCE DE PROPARCO AVEC L'AVÈNEMENT D'UNE CRISE FINANCIÈRE MONDIALE N'A T-ELLE PAS ENTRAÎNÉ UNE AGGRAVATION DE VOS RISQUES ?

Malgré le contexte difficile, la plupart de nos clients ont, à ce stade, bien résisté et nous avons pu maîtriser nos risques. De fait, nous n'avons eu aucun sinistre directement lié à la crise et le taux de créances douteuses a atteint, fin 2009, son plus bas niveau historique, soit 2,6%.

AU-DELÀ DES VOLUMES, QUELS TYPES DE PROJETS ONT ÉTÉ FINANÇÉS PAR PROPARCO CETTE ANNÉE ?

Les projets que nous finançons sont tous sélectionnés en fonction de leur contribution aux trois missions principales de PROPARCO : fournir des services de base aux plus pauvres, favoriser la croissance et l'emploi, diffuser des standards environnementaux et sociaux élevés. En Afrique, première priorité de PROPARCO, nous avons par exemple financé l'introduction en bourse d'une société agro-industrielle, la création d'une banque en République démocratique du Congo, la construction d'une usine de dessalement de mer en Namibie, le développement d'un réseau de tours de télécommunications au Nigeria ou encore plusieurs fonds d'investissement spécialisés dans le financement des PME. En matière d'infrastructures, nous avons soutenu le développement des transports routiers en Tunisie et en Jamaïque, aériens en Afrique de l'Ouest et maritimes à Djibouti. Ailleurs, nous avons favorisé l'accès à l'eau (approvisionnement en eau de la ville d'Amman) et bien sûr à l'énergie (centrales hydroélectriques au Laos et au Pakistan, ferme éolienne en Inde). 30% des projets financés ont contribué à la lutte contre le changement climatique. C'est le cas des lignes de crédit proposées aux banques brésilienne, turque et indienne pour le financement de projets environnementaux ou encore des projets de biomasse en Chine, de bioéthanol et cogénération au Guatemala. Enfin, nous avons accordé cette année une place plus importante aux projets de microfinance et aux secteurs sociaux (clinique de cancérologie en Tunisie, réseau de campus universitaires au Brésil).



FISEA : UNE NOUVELLE SOLUTION DE FINANCEMENT EN FONDS PROPRES EN AFRIQUE SUBSAHARIENNE

FISEA est un fonds d'investissement qui prend des participations dans des entreprises, des banques, des institutions de microfinance et dans des fonds d'investissement déployant leur activité en Afrique subsaharienne.

C'est l'un des dispositifs majeurs de l'Initiative française pour la croissance et l'emploi en Afrique, annoncée par le Président de la République en février 2008. La dotation en capital de FISEA a été apportée par l'AFD. L'instruction et la gestion des projets ont été confiées à PROPARCO.

FISEA se veut complémentaire des fonds traditionnels privés. Il se consacre à des opérations plus risquées, dans des régions instables ou en sortie de crise, pour des investissements de petites tailles, dans des secteurs traditionnellement délaissés. Il a pour objectif d'investir 50 M€ chaque année pendant cinq ans. En 2009, 13 projets ont été approuvés pour un total de 62,3 M€.

→ PLUS D'INFORMATIONS SUR WWW.PROPARCO.FR

ENTRETIEN AVEC

LUC RIGOUZZO

DIRECTEUR GÉNÉRAL DE PROPARCO

QUELS SONT LES PRINCIPAUX IMPACTS DE CES PROJETS ?

Pour s'assurer de l'efficacité de son action, PROPARCO mesure systématiquement l'impact de ses financements. Les projets financés ou cofinancés en 2009 permettront ainsi à 55 000 personnes d'avoir accès à l'électricité, de raccorder 6 millions d'autres à un réseau télécom, d'accompagner 110 000 entreprises et de créer ou sécuriser 815 000 emplois. Ils permettront également d'améliorer la qualité du système d'alimentation en eau potable pour 2 millions de personnes, de produire 425 MW de puissance énergétique et de réduire les émissions de gaz à effet de serre de 2,2 millions teq CO₂ par an. Mais l'impact essentiel cette année a été notre capacité à répondre, en période de crise, aux besoins de nos clients.

PROPARCO POSSÈDE UNE GOUVERNANCE ORIGINALE : À LA FOIS PUBLIQUE ET PRIVÉE, DU NORD ET DU SUD. COMMENT ANIMEZ-VOUS CETTE COMMUNAUTÉ ?

Notre premier lieu de rencontre et d'échanges est bien sûr le Conseil d'Administration, où nous prenons toutes les grandes décisions concernant la société. Mais nous souhaitons faire vivre cette communauté d'investisseurs et d'entrepreneurs, partageant un engagement commun en faveur du développement. C'est pourquoi nous avons relancé en 2009 notre "Club des investisseurs", qui a réuni les actionnaires, partenaires et principaux clients de PROPARCO autour du thème de la crise en Afrique. L'édition 2010 concerne la finance carbone en Afrique et en Méditerranée. PROPARCO contribue également à animer le réseau des institutions financières de développement européennes, que j'ai la chance de présider en 2009 et 2010. Nous entretenons également des relations fortes avec la communauté financière internationale et française. C'est par exemple le sens de l'accord-cadre signé avec Ubifrance en septembre, qui vise à favoriser les liens entre les entreprises françaises et les pays où nous sommes présents.

QUELLES SONT LES GRANDES INITIATIVES DE L'ANNÉE 2009 ?

Quatre initiatives ont marqué l'année. Tout d'abord le lancement de FISEA, le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique, un des trois piliers de l'Initiative présidentielle française pour la croissance et l'emploi en Afrique. Après huit mois d'activité, le fonds a déjà financé treize projets pour un montant de 62,3 millions d'euros. PROPARCO et la Société financière internationale, du groupe Banque mondiale, ont signé un accord en faveur du financement des infrastructures. PROPARCO s'est engagée à contribuer à la facilité de cofinancement mise en place jusqu'à concurrence d'un milliard d'euros, en faveur de projets d'infrastructures dans les pays en développement.

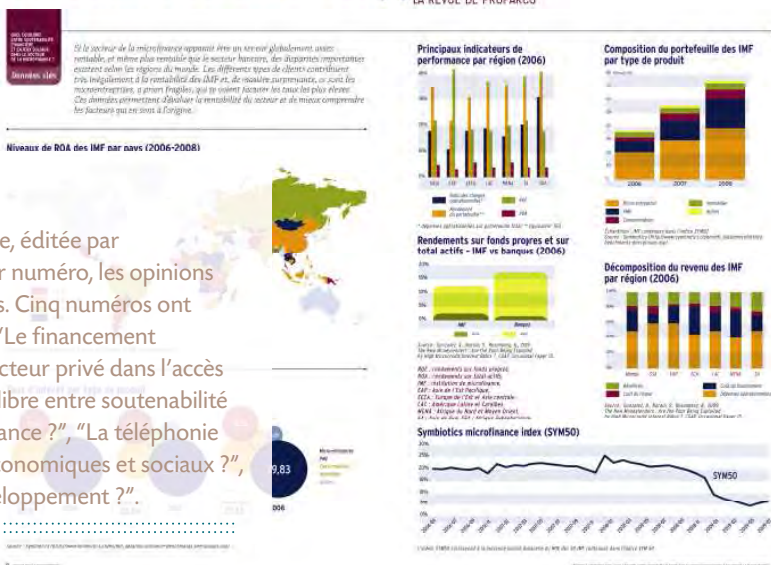
SECTEUR PRIVÉ & DÉVELOPPEMENT, LA REVUE DE PROPARGO

Secteur privé & développement est une revue bimestrielle, éditée par PROPARGO. Elle rassemble, autour d'un thème unique par numéro, les opinions de spécialistes aux approches diverses et complémentaires. Cinq numéros ont déjà été édités sur des problématiques aussi variées que : "Le financement des PME en Afrique subsaharienne", "Quel rôle pour le secteur privé dans l'accès à l'eau potable des pays en développement ?", "Quel équilibre entre soutenabilité financière et enjeux sociaux dans le secteur de la microfinance ?", "La téléphonie mobile dans les pays en développement : quels impacts économiques et sociaux ?", "Les marchés financiers en Afrique, véritable outil de développement ?".

→ ABONNEZ-VOUS GRATUITEMENT SUR WWW.PROPARCO.FR

Secteur Privé & Développement

LA REVUE DE PROPARGO



En termes de financements innovants, le groupe AFD et Crédit Agricole Asset Management ont lancé un fonds commun de placement, Amundi AFD avenir durables. L'objectif est d'associer les épargnants du Nord au financement de projets cofinancés par PROPARGO, via un placement prudent et responsable. Amundi deviendra dans quelques mois nouvel actionnaire de PROPARGO.

Enfin, 2009 aura vu naître "Secteur privé & Développement", la revue de PROPARGO. Cette revue est un espace d'échanges et de partage d'expériences sur la contribution du secteur privé aux politiques de développement. En rassemblant les opinions d'entrepreneurs, de financiers, de chercheurs, de bailleurs de fond ou d'ONG, nous souhaitons améliorer les pratiques et jouer un rôle catalytique sur l'investissement dans ces pays. Le dernier numéro, daté du mois d'avril 2010, porte sur les marchés financiers.

DEPUIS 4 ANS, PROPARGO S'EST CONSIDÉRABLEMENT DÉVELOPPÉE : EFFECTIFS, MANDAT, CROISSANCE, ZONE GÉOGRAPHIQUE... QUELS SONT LES DÉFIS ACTUELS ?

Le premier grand défi consiste à réussir l'intégration de nos nouveaux collègues et maîtriser notre croissance. En cinq ans, nos effectifs ont presque triplé pour accompagner la croissance de l'activité. Les femmes et les hommes qui composent PROPARGO se caractérisent tous par leur professionnalisme et leur engagement en faveur du développement des pays du Sud et partagent très vite une culture commune. Cette richesse est aussi un défi et ce renforcement humain doit aller de pair avec un renforcement des procédures, gages de la fluidité et de la sécurité de nos opérations.

Toutefois, malgré l'augmentation de capital réalisée en 2008 et la croissance soutenue de l'activité depuis plusieurs années, PROPARGO reste une société de taille modeste au regard des enjeux et des besoins

d'investissement des pays dans lesquels nous intervenons. A la suite de l'élargissement de notre champ d'activité, il est fondamental que nous restions sélectifs et concentrés sur nos principaux mandats : priorité au continent africain et à la Méditerranée et forte sélectivité sectorielle dans les autres régions. Enfin, le développement de nos partenariats se fera en donnant la priorité aux institutions financières européennes et à nos partenaires historiques.

QUELLES SONT VOS PERSPECTIVES POUR 2010 ?

L'année 2010 s'annonce sous des auspices bien différents de 2009. L'essentiel de la crise financière est derrière nous et les systèmes financiers de beaucoup de pays émergents sont en surliquidité (Inde, Brésil). En raison de la crise économique, nous constatons une réduction des programmes d'investissement dans la plupart des sociétés. PROPARGO sera donc probablement moins sollicitée en 2010 qu'en 2009. Nous avons d'ailleurs constaté une contraction de l'activité de toutes les institutions financières de développement au premier trimestre 2010. Dans ce contexte, notre plateforme actionnariale, unique dans le monde des bailleurs de fonds, sera un atout essentiel pour poursuivre et renforcer notre mission : catalyser l'investissement privé en faveur des pays en développement. Je sais que les équipes de PROPARGO auront à cœur en 2010, comme en 2009, de démontrer qu'investir à long terme dans le développement durable des pays du Sud est à la fois utile et rentable.

PROPARCO

UN INVESTISSEUR PATIENT ET RESPONSABLE

Dans un contexte de crise internationale, caractérisée dans les pays en développement par la réduction de l'activité bancaire et des flux d'investissements directs étrangers, la mission de PROPARCO – investir et catalyser l'investissement à long terme au Sud – a pris toute sa dimension.

PROPARCO encourage les investissements privés dans les pays émergents et en développement, en faveur de la croissance, du développement durable et des Objectifs du millénaire pour le développement.

En 2009, PROPARCO a étendu le champ de son activité à l'ensemble des pays en développement et émergents, soit plus de cent cinquante pays en Afrique, en Asie et en Amérique Latine. Néanmoins, PROPARCO conserve une approche adaptée et différenciée selon les zones où elle intervient. Dans les pays émergents, la société préserve les biens publics mondiaux et encourage la responsabilité environnementale et sociale. Dans les pays en développement, en Afrique notamment, elle soutient la croissance économique et l'emploi.

Sélectionnés avant tout pour leurs effets sur le développement, les projets soutenus concernent l'accès au financement des entreprises et des banques, la construction d'infrastructures de base et la lutte contre le changement climatique.

Pour mener à bien sa mission, PROPARCO propose des solutions financières innovantes et adaptées aux besoins de ses clients : prêt en devise ou monnaie locale, prise de participation directe, capital investissement, garantie et ingénierie financière. Outre ses financements, PROPARCO propose et développe son activité d'appui aux capacités des entreprises.

En 2009, et malgré la crise, PROPARCO a poursuivi son rôle d'investisseur patient et responsable, démontrant par les impacts de ses financements et ses résultats financiers, que développement et rentabilité vont de pair. |



NOTRE MISSION : CATALYSER LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS DANS LES PAYS DU SUD

Le secteur privé joue un rôle essentiel dans les économies en développement. Principal moteur de croissance et de création d'emplois, il génère des ressources permettant aux Etats de jouer leur rôle de régulation et de redistribution. Il contribue à la fourniture de certains services essentiels et se place au cœur des préoccupations environnementales et sociales. PROPARCO encourage donc les investissements du secteur privé dans les pays émergents et en développement. Pour cela, elle poursuit trois objectifs principaux :

- promouvoir la croissance économique et la création d'emplois ;
- fournir des services de base aux populations les plus pauvres, par l'intermédiaire du secteur privé (électricité, eau, infrastructures, logement, santé, éducation, microfinance) ;
- diffuser des standards environnementaux et sociaux élevés, notamment en matière d'efficacité énergétique.

→ PLUS D'INFORMATIONS SUR WWW.PROPARCO.FR

POINT DE VUE

Quel rôle joue le réseau international de PROPARCO par rapport au siège à Paris ?



Par **FLORENCE KIMATA**,
CHARGÉE D'AFFAIRES AU BUREAU PROPARCO DE NAIROBI

"Sur le terrain, notre rôle consiste à mettre en œuvre l'activité de financement de PROPARCO, en identifiant des investissements qui ont de forts impacts sur le développement et qui soient en même temps viables sur le plan financier, social et environnemental. Cela implique que nous adaptions notre approche en fonction du contexte local.

Il est important que la croissance de PROPARCO s'accompagne d'un renforcement des bureaux régionaux, afin que la société maintienne la qualité des projets qu'elle finance. Cela implique de recruter des équipes motivées, avec une expérience significative dans les secteurs opérationnels et des compétences particulières en finance et banque.

La présence de chargés d'affaires locaux est un atout pour PROPARCO : elle permet de nouer des relations fortes et pérennes avec nos clients.

Le sens de mon travail chez PROPARCO ?

Ayant travaillé six ans dans le développement puis dans une banque commerciale, j'ai réalisé que l'accès au financement du secteur privé jouait un rôle important dans la réussite des initiatives de développement..."



UN RÉSEAU À TRAVERS LE MONDE

En 2009, PROPARCO a élargi son champ d'activité à l'ensemble des pays éligibles à l'aide publique au développement, tels que définis par l'OCDE. PROPARCO est désormais présente en Afrique, Méditerranée, Asie, Europe de l'Est et Amérique Latine. Les projets sur le terrain sont suivis par les bureaux régionaux ou directement au siège. PROPARCO bénéficie également de l'appui du réseau de 40 agences de l'AFD.



Afrique Australe et Madagascar

Ballywoods Office Park
Ironwood House, 1st Floor
29 Ballyclare Drive - Bryanston
P.O. Box 786555 - Sandton 2146
Johannesbourg, Afrique du Sud
Tél. : (27) 11 540 7100
Fax : (27) 11 540 7117
proparcojohannesbourg@afd.fr

Equipe
Sophie Le Roy - Quinton Soper
Emilie Menard - Kalinka Hemraj
Guillaume Rémy

Afrique de l'Ouest

Boulevard François Mitterrand
01 BP 1814
Abidjan, Côte d'Ivoire
Tél. : (225) 22 40 70 40
Fax : (225) 22 44 2178
proparcoabidjan@proparco.fr

Equipe
Julien Lefilleur - Clément Marchand

Afrique Centrale et Nigeria

Melrose Office suites
Phoenix House Plot 26E
Abdulahman Okene
Close Off Ligali Ayorinde Street
Victoria Island
Lagos - Nigeria
Tél. : (234) 12705740

Equipe
Charles-André Le Pape - Ljeoma Ogoke
Eric Sossou - Pauline Morin

Afrique de l'Est

Royal Ngao House - Hospital Road
P.O. Box 45995
00100 Nairobi, Kenya
Tél. : (254) 20 271 12 34
(254) 20 271 10 58
Fax : (254) 20 271 79 88
afdnairobi@groupe-afd.org

Equipe
Ghislain de Valon - Florence Kimata
Sébastien Gregarek - Samy Ghannam

Maroc, Mauritanie, Algérie

15, avenue Mers-Sultan
20130 Casablanca, Maroc
Tél. : (212) 522 29 53 97
Fax : (212) 522 29 53 98
afdcasablanca@afd.fr

Equipe
Amaury Mulliez - Mathieu Lebègue

Tunisie

Immeuble Miniar - Bloc B
3^e et 4^e étages
Rue du Lac d'Ourmia
1053 Les Berges du Lac
Tunis, Tunisie
Tél. : (216) 71 861799
Fax : (216) 71 761 825
afdtunis@afd.fr

Equipe
Emmanuel Haye - Katia Mehanneche
Nadia Ben Azouz



Asie du Sud-Est

Exchange Tower, Unit 3501-02
35th floor
388 Sukhumvit Road, Klongtoey
Bangkok 10110, Thaïlande
Tél. : (66) 02 663 6090
afdbangkok@afd.fr

Equipe
Antoine Vigier - Nancy Choophungart
Grégory Scopéltis - Charlene Menon

Brésil

Edifício Ciragan Office
Alameda Ministro Rocha Azevedo
38 - 11 andar - cj1104
01410-000 - São Paulo, SP - Brésil
Tél. : (55) 11 2532-4751 / 4752 /
4753 / 4750
Fax: (55) 11 3142-9884
afdsaopaulo@groupe-afd.org

Equipe
Christophe Blanchot - Rose Cuten
Marc Lebreton

Chine

7 Floor, Block C, East Lake Villas
35 Dongzhimenwai Avenue
Dongcheng District
Beijing 100027, Chine
Tél. : (8610) 84 51 12 00
Fax : (8610) 84 51 13 00
afdpekin@groupe-afd.org

Equipe
Ariane Ducreux - Chen Jing
Zhao Suying

Moyen-Orient

10 Sri Lanka Street
Zamalek
Le Caire, Egypte
Tél. : (202) 27 35 17 88
Fax : (202) 27 35 17 90

Equipe
Thomas Eloy - Sébastien Delannoy

Asie du Sud

1A Janpath
New Delhi, 110 001 Inde
Tél. : (91) 11 2379 3747
Fax : (91) 11 2379 3738
afdnwdelhi@afd.fr

Equipe
Jean-Pierre Barral - Yatin Kundra
Emilie Pascal

Paris

151, rue Saint-Honoré
75001 Paris, France
Tél. : (33) 1 53 44 31 08
Fax : (33) 1 53 44 38 38

○ Bureaux d'implantation

■ Zone d'intervention de PROPARGO



FAIRE FACE AUX DÉFIS DE CHAQUE RÉGION

Avec un champ d'activité qui s'est élargi en 2009,
PROPARCO adapte son action pour faire face
à quatre grands défis prioritaires :

- la croissance en Afrique ;
- l'emploi et l'intégration régionale en Méditerranée ;
- une croissance verte et solidaire en Asie,
Europe de l'Est et Amérique latine ;
- l'intégration régionale en Outre-mer.



DÉSORMAIS PRÉSENTS SUR QUATRE CONTINENTS

L'histoire de PROPARCO est une suite continue d'extensions géographiques. A sa création en 1977, la société était concentrée sur l'Afrique subsaharienne francophone. Au début des années 1990, elle s'est ouverte au Maghreb, puis à l'Afrique anglophone, avant de s'étendre très progressivement à l'Asie et à quelques pays des Caraïbes.

L'extension géographique de PROPARCO s'est accélérée depuis 2004 en direction des grands pays émergents (Brésil, Chine, etc.), dans le cadre d'un mandat de lutte contre le changement climatique. Cette évolution progressive a fédéré la société autour d'une double logique : une priorité accordée au continent africain d'une part, et le développement de compétences sectorielles dans les autres économies en développement d'autre part.

La crise financière de 2008, qui a eu pour conséquence une contraction de l'activité des banques commerciales dans les pays du Sud, est venue réaffirmer le rôle crucial et contractuel joué par les agences de développement.

A la suite du G8 d'octobre 2008, où il a été demandé de recourir au maximum aux agences bilatérales, le Conseil d'administration de PROPARCO a pris deux décisions importantes (en décembre 2008 et mars 2009) : la levée des restrictions du mandat de PROPARCO dans les pays émergents et l'extension de son champ d'action à l'ensemble des pays en développement, tels que définis par l'Organisation de

coopération et de développement économiques (OCDE). Cette décision a eu pour effet immédiat d'ouvrir PROPARCO à un espace extrêmement vaste, comprenant par exemple l'Amérique Latine ou l'Asie centrale.

Cette extension importante a conduit PROPARCO à faire évoluer sa stratégie. La société garde un mandat ouvert et multisectoriel de soutien à la croissance dans ses zones historiques, dans lesquelles elle a acquis une expertise unique : il s'agit de l'Afrique, des Caraïbes, de la Méditerranée et de la péninsule indochinoise (Vietnam, Laos, Cambodge).

Dans les autres zones (Asie, Amérique Latine, Europe orientale et Balkans), son activité s'articulera autour de quelques secteurs principaux, cohérents avec les axes d'intervention de la coopération française et de l'AFD : le changement climatique, l'agro-industrie, la santé, l'éducation et la microfinance. L'objectif de PROPARCO est de privilégier une stratégie d'expertises et de développer une compétence globale sur ces secteurs. Son soutien se fera aussi bien par des interventions directes qu'au travers des banques ou des fonds d'investissement. |

USINE DE PRODUCTION
ET DE TRANSFORMATION
DE RIZ - CAMBODGE



ACCOMPAGNER UN RÉSEAU DE MICROFINANCE, LEADER SUR TROIS CONTINENTS

Le groupe ProCredit, d'origine allemande, est un réseau leader en matière de microfinance. Il regroupe vingt-deux filiales, situées dans des pays émergents et en développement, notamment en Afrique, Amérique Latine et Europe de l'Est. Sa principale mission consiste à proposer des crédits productifs et autres services bancaires aux micros, petites et moyennes entreprises, ainsi qu'aux particuliers à revenus faibles et modestes. L'approche

originale de ProCredit consiste en un modèle de banque de proximité socialement responsable, cherchant à concilier transparence, efficacité et rentabilité. A la suite de l'élargissement de son champ d'intervention, PROPARCO a accordé à ce partenaire clé deux financements successifs de 10 M€, l'un en capital, l'autre en titres subordonnés. Cet investissement vise à encourager l'accès au crédit et à l'épargne de ceux qui sont exclus du système bancaire classique.



En 2009, PROPARCO a élargi ses activités à **tous les pays en développement**.

DÉVELOPPER LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ À PARTIR DU SUCRE DE CANNE AU GUATEMALA



Le sucre est un des principaux produits d'exportation du Guatemala et représente un secteur vital pour l'économie du pays. Il contribue également à la production d'électricité : pendant la saison de la récolte, la transformation du sucre de canne permet de produire de l'énergie renouvelable via la cogénération, contribuant ainsi aux besoins en électricité du pays. Pantaleon Sugar, principal producteur de sucre d'Amérique centrale, est un groupe agro-industriel spécialisé dans la transformation de la canne pour la production de sucre, d'éthanol

et d'électricité. Aux côtés d'autres institutions de développement, PROPARCO a participé à hauteur de 14 M\$ au développement de l'entreprise (augmentation de la production de sucre et d'éthanol au Guatemala, construction d'une distillerie au Nicaragua et augmentation des capacités de cogénération au Guatemala). En finançant Pantaleon, PROPARCO soutient un acteur clé pour le Guatemala en termes d'emplois, de revenus publics et de réduction des émissions de CO₂, estimées à 372 000 teq par an.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

En 2009, l'Afrique concentre
40% des engagements
de PROPARCO.

SOUTENIR L'ENVOL D'UN GROUPE AÉRIEN PANAFRICAÎN

L'espace aérien africain est composé de transporteurs de petites tailles, souvent déficitaires et peu fiables.

Pourtant, le secteur présente un fort potentiel, avec un taux de croissance supérieur à la moyenne mondiale.

L'Aga Khan Fund for Economic Development - partenaire de longue date de PROPARCO - a mis en place un projet de pôle aérien panafricain.

Il est composé de trois compagnies (Air Mali, Air Burkina, Air Ouganda)

et regroupé dans le cadre d'une agence régionale baptisée Celestair. PROPARCO soutient le projet, en accordant un financement à long terme de 19,5 M\$, destiné à l'acquisition de neuf appareils. Celestair favorise la modernisation des compagnies aériennes et élève le secteur aux meilleurs standards internationaux de sécurité, de qualité et de services. Le développement d'infrastructures aériennes de qualité contribue directement à l'essor économique et social du continent africain.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR



UNE PRIORITÉ : L'AFRIQUE

L'Afrique, portée par sa démographie et son urbanisation, connaît une croissance soutenue depuis plusieurs années, que la crise n'a pas réellement entamée.

Même si la crise n'a pas eu d'impact direct sur les systèmes financiers africains, l'année 2009 se caractérise néanmoins par une contraction du crédit et un ralentissement de l'activité dans plusieurs pays. Le principal frein à une croissance forte et durable sur le continent demeure la faiblesse des infrastructures physiques et financières.

Soutenir la croissance en Afrique reste, plus que jamais, la priorité de PROPARCO. La société concentre son action sur les principaux vecteurs d'une croissance durable :

- le développement d'infrastructures fiables et accessibles ;
- le soutien aux entrepreneurs locaux ;
- l'appui à l'intermédiation bancaire et financière, au travers des banques et du capital investissement ;
- la promotion des normes sociales et environnementales dans le cadre d'une croissance durable.

En 2009, les engagements de PROPARCO en Afrique subsaharienne s'élèvent à 415 M€, représentant 37% de son activité globale, soit une hausse de 48% par rapport à 2008. PROPARCO est la plus africaine des institutions financières de développement européennes.

Les financements de PROPARCO ont principalement concerné le soutien à l'intermédiation financière (fonds

d'investissement, marché boursier et banque) et les projets d'infrastructures. PROPARCO a notamment alloué 100 M€ en Afrique dans le cadre de l'initiative post-crise pour les infrastructures, visant à combler les déficits de financement des grands projets privés. Enfin, PROPARCO a mis en œuvre le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique, l'un des dispositifs majeurs de l'Initiative française pour la croissance et l'emploi en Afrique (annoncée en février 2008). FISEA, qui prend des participations dans des entreprises, des banques et des fonds d'investissement a approuvé treize projets et investit 62,3 M€ au cours de ses huit premiers mois d'activité. |



ALJOURD'HUI, 60% DES AFRICAINS ONT MOINS DE 24 ANS - OUGANDA

AMÉLIORER L'INFORMATION FINANCIÈRE EN AFRIQUE

Pouvoir estimer le risque d'un investissement, constitue pour un investisseur, une sécurité et un critère clé dans sa démarche. L'Afrique, où les marchés financiers sont peu connus et développés et où ces informations sont donc essentielles, est délaissée par les agences de notation. Global Credit Rating - filiale de

l'agence Duff & Phelps - a d'abord conquis le marché sud-africain, puis étendu ses activités à la Zambie, au Zimbabwe, au Nigeria et au Kenya. Elle publie aujourd'hui 60% des rapports de notation en Afrique. Global Credit Rating souhaite maintenant se développer en Afrique de l'Ouest et ouvrir une agence à Dakar. Afin de soutenir

sa croissance mais aussi renforcer sa crédibilité sur ce nouveau marché, PROPARCO a acquis 10% du capital de l'agence. PROPARCO participe ainsi à l'amélioration du niveau d'information financière en Afrique et à un meilleur fonctionnement des marchés financiers.

CROISSANCE ET EMPLOI EN MÉDITERRANÉE

La Méditerranée constitue une priorité forte pour PROPARCO, qui continue à développer son activité dans la région. Elle s'appuie pour cela sur un réseau de partenaires financiers locaux et sur le renforcement de son dispositif de terrain, avec l'ouverture d'un bureau au Caire.

La région Méditerranée doit faire face au double défi de l'intégration régionale avec sa rive Nord et des besoins en emplois, générés par une population jeune et en forte croissance. L'Union pour la Méditerranée, initiative lancée par la France, vise à apporter une solution à ces deux défis, au travers de grands projets communs aux deux rives. PROPARCO est historiquement la plus active des institutions bilatérales de développement dans la région. Ses financements se sont concentrés autour de deux zones prioritaires (la Turquie et le Maghreb), et d'une activité principale : le capital investissement.

En 2009, PROPARCO a mis l'accent sur son développement dans la zone Moyen-Orient (Egypte, Syrie, Liban, Territoires autonomes palestiniens, Jordanie...) en s'appuyant sur ses métiers traditionnels dans la région : capital investissement, secteur bancaire et grands projets industriels ou d'infrastructures. PROPARCO a ainsi financé un grand projet d'adduction d'eau de la ville d'Amman en Jordanie, la construction d'une clinique en Tunisie et des projets d'énergies renouvelables en Turquie (éolien, panneaux solaires). En termes de capital investissement, la société a renforcé les fonds propres de deux des plus grandes banques libanaises, investi dans un nouveau fonds d'une équipe basée à Beyrouth, tout en poursuivant son soutien à ses partenaires historiques au Maroc. Cette année est également celle du lancement d'Averroès Finance II, cogéré par PROPARCO et CDC Entreprises élan PME et qui succède au premier fonds de fonds Averroès Finance. Averroès constitue une base partenariale entre acteurs du Nord et du Sud de la Méditerranée pour soutenir le capital investissement dans la région. |

Dans le bassin méditerranéen
PROPARCO soutient **9 équipes**
de gestion de fonds d'investissement.

PROPOSER DES SOLUTIONS FINANCIÈRES ADAPTÉES AUX PME EN ALGÉRIE

L'Algérie compte plus de trois cent mille PME, très mal desservies par le système bancaire classique.

En l'absence de solutions financières adaptées, le crédit-bail (également appelé *leasing*) s'est fortement développé. Il présente l'avantage d'être une solution plus simple et plus rapide que le crédit bancaire. Afin de soutenir ce secteur, PROPARCO a participé à l'augmentation de capital de Maghreb Leasing Algérie, première société de *leasing* du pays. Cette participation équivalente

à 2 M€ permettra à l'entreprise de développer ses activités de financement mais aussi de se conformer au règlement relevant le capital minimum des établissements financiers. Ce projet contribuera à la création d'emplois et à la croissance dans la région, et favorisera la concurrence sur le marché bancaire algérien.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

FINANCER L'APPROVISIONNEMENT EN EAU DE LA VILLE D'AMMAN EN JORDANIE

La Jordanie figure parmi les dix pays de la planète les plus touchés par la pénurie d'eau. Les villes en sont les premières victimes, et notamment Amman, où les habitants ont accès à l'eau potable deux fois par semaine. Le recours à la ressource aquifère de Disi, au sud du pays, est la meilleure alternative à moyen terme pour augmenter les volumes d'eau disponible dans la capitale. Du fait de la crise financière mondiale, PROPARCO et l'AFD ont pallié le déficit de financements des banques commerciales afin que ce projet d'approvisionnement

en eau puisse voir le jour. PROPARCO et l'AFD ont ainsi accordé deux prêts de 100 M\$. Ils permettront de transférer l'eau de Disi à Amman (éloignées de 320 kms), en construisant et exploitant un système d'adduction d'eau potable. Il permettra d'extraire annuellement 100 millions de m³ des réserves hydriques de la nappe fossile de Disi pendant 50 ans. 2,5 millions d'habitants de la ville d'Amman auront ainsi accès à l'eau. Certaines ressources en eau, aujourd'hui sur-exploitées, pourront être préservées.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR



CROISSANCE VERTE ET SOLIDAIRE EN ASIE, EUROPE DE L'EST ET AMÉRIQUE LATINE

Dans tous les autres pays en développement et émergents - en Asie, en Europe de l'Est et en Amérique Latine notamment - PROPARCO promeut une croissance conjuguant enjeu climatique et réduction des inégalités.

Depuis 2009, le champ d'activité de PROPARCO s'est élargi à tous les pays en développement et émergents. Dans ces zones, hors Afrique, Méditerranée, Caraïbes et Péninsule indochinoise, le mandat de PROPARCO a été défini en cohérence avec celui de l'AFD et de la coopération française. Il consiste à soutenir le secteur privé en faveur d'une croissance verte et solidaire. Les financements de PROPARCO dans ces zones visent ainsi à concilier deux dimensions essentielles à la construction d'un modèle de développement durable : l'équilibre environnemental et la réduction des inégalités.

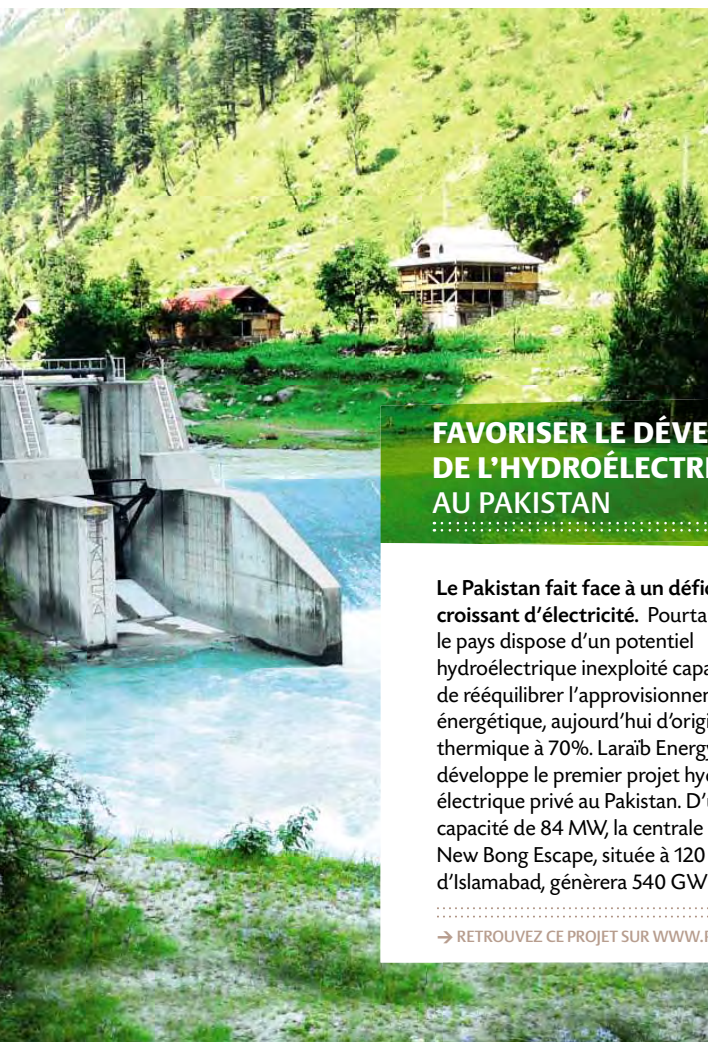
Pour contribuer à cet objectif global et de long terme, PROPARCO a choisi d'orienter son effort vers quatre secteurs spécifiques :

- la lutte contre le changement climatique ;
- l'agro-industrie, notamment autour du thème de la sécurité alimentaire ;
- les secteurs sociaux, santé et éducation supérieure ;
- la microfinance.

Ces secteurs constituent déjà près de la moitié de l'activité de PROPARCO dans ses zones historiques.

Cette année, et dans le domaine du climat, PROPARCO a financé des projets d'hydroélectricité au Laos et au Pakistan et de biogaz en Chine. Elle a également renouvelé sa stratégie climat auprès de banques brésiliennes, turque et indienne. En matière d'agro-industrie, PROPARCO a principalement soutenu des filières favorisant la sécurité alimentaire et la lutte contre le changement climatique (filier bois éco-certifié en Amazonie, production de sucre et bioéthanol au Guatemala). Plusieurs institutions de microfinance ont été appuyées cette année, notamment au Cambodge et en Europe de l'Est.

Enfin, dans les secteurs sociaux, les financements de PROPARCO ont permis de soutenir la construction d'un hôpital et d'un réseau de campus au Brésil. |



FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DE L'HYDROÉLECTRICITÉ AU PAKISTAN

Le Pakistan fait face à un déficit croissant d'électricité. Pourtant le pays dispose d'un potentiel hydroélectrique inexploité capable de rééquilibrer l'approvisionnement énergétique, aujourd'hui d'origine thermique à 70%. Laraib Energy développe le premier projet hydroélectrique privé au Pakistan. D'une capacité de 84 MW, la centrale de New Bong Escape, située à 120 km d'Islamabad, générera 540 GWh

par an. Ce projet est particulièrement respectueux de l'environnement : sans retenue propre, il permet de valoriser l'eau retenue dans un barrage existant et permettra de réduire l'émission de 219 000 tonnes d'équivalents CO₂ par an. Grâce à sa nature d'investisseur à long terme, PROPARCO a pu intervenir dans ce projet mis en péril par la crise que traversait le secteur

électrique pakistanais début 2009. Elle a octroyé un prêt de 26 M\$, complétant ainsi les financements de la Société financière internationale, de la Banque asiatique de développement, de la Banque islamique de développement et de banques pakistanaises.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

INTÉGRATION RÉGIONALE EN OUTRE-MER

Le groupe AFD a une mission spécifique d'appui au renforcement des économies ultra-marines. Ce soutien se matérialise par des actions auprès des collectivités locales et des banques, ou en gestion de fonds de garantie. Directement auprès des opérateurs privés ou en intermédiation bancaire, PROPARCO finance la création et le développement d'entreprises, ainsi que le renforcement de leur compétitivité à l'échelle régionale. L'offre de PROPARCO s'inscrit en complémentarité avec l'offre bancaire locale. En 2009, la société a donc poursuivi son soutien auprès des secteurs bancaires en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie.

A partir de 2010, PROPARCO concentre son action autour de trois axes principaux :

- L'intégration régionale des acteurs privés ;
- Le soutien aux banques locales, au travers de refinancements à long terme ou de partage de risque ;
- Le soutien à des projets innovants et structurants dans le domaine des infrastructures (énergies renouvelables, grands projets) ou des services.



VALORISER LA PRODUCTION RIZICOLE : UN DOUBLE IMPACT POUR L'ÎLE DE LA RÉUNION ET LE CAMBODGE

Avec 90% des terres cultivées consacrées à la riziculture, le Cambodge est un des principaux producteurs de riz au monde. Si le pays exporte l'excédent de sa consommation nationale, il n'en tire qu'une très faible valeur ajoutée puisque l'essentiel du paddy cambodgien est transformé et exporté depuis les pays voisins. Parallèlement, depuis 2008, les cours du riz subissent de fortes tensions, entraînant de graves difficultés

d'approvisionnement pour les pays importateurs. Ce fut le cas de l'Île de la Réunion, où le riz constitue un aliment de base, et qui a connu une grave crise alimentaire en 2008. Soresum, acteur très important de la grande distribution à la Réunion, a souhaité investir au Cambodge dans la société Golden Rice, pour sécuriser ses approvisionnements. Le projet, soutenu par PROPARCO à hauteur de 7 M\$, consiste à construire et exploiter une nouvelle

unité de production et de transformation, pouvant traiter jusqu'à 50 000 tonnes de riz paddy par an. Le projet a donc un double impact : il participe à la création d'une filière organisée au Cambodge, valorisant la production locale de milliers de paysans et commerçants. Il garantit par ailleurs l'approvisionnement en riz de la Réunion et préserve les emplois de la filière.





QUATRE SECTEURS PRIORITAIRES

PROPARCO concentre son action sur quatre secteurs prioritaires, facteurs de croissance et de développement. Elle finance les infrastructures de base, accompagne le développement des entreprises, favorise l'accès du plus grand nombre au crédit et soutient la lutte contre le changement climatique.

ACCOMPAGNER LES ENTREPRISES

Les ressources financières de long terme sont difficilement disponibles sur les marchés en développement, tant en termes d'instrument financier qu'en termes de maturité ou de devise. Cette réalité s'est malheureusement renforcée dans le contexte particulier de la crise financière.

Afin de pallier le manque de ressources financières de long terme et favoriser la croissance dans les pays du Sud, PROPARCO soutient le développement des entreprises par l'octroi direct de ressources de long terme.

PROPARCO ACCOMPAGNE TOUS TYPES D'ENTREPRENEURS QU'ILS SOIENT :

- de grands groupes industriels désireux de s'implanter ou de se développer dans des zones difficiles ;
- des grands groupes régionaux, souhaitant améliorer leur gouvernance et le développement de leur activité ;
- des entreprises locales moyennes et grandes, qui contribuent à la transmission d'un savoir-faire ou d'une technologie, à la création d'emplois et au respect des normes environnementales et sociales.

Le secteur manufacturier, le tourisme ou le secteur des matériaux de construction ont particulièrement souffert de la crise financière mondiale. Afin de soutenir ces secteurs productifs, PROPARCO a pleinement joué son rôle contractuel en répondant à un maximum de sollicitations. En 2009, l'activité de financement des entreprises a atteint 154 M€,

dont 42% en Méditerranée. L'année 2009 s'est également distinguée par la diversification sectorielle des entreprises financées : les matériaux de construction et les secteurs sociaux ont ainsi constitué de nouveaux relais de croissance. L'agro-industrie demeure un secteur clé. Les projets financés visent à préserver le potentiel productif et favorisent ainsi le développement de la production agricole marchande, la rentabilité des exploitations, la diversification vers la production de biocarburant ou le développement de la cogénération. En 2009, PROPARCO a par exemple financé le développement d'un groupe sucrier très diversifié (sucre, électricité produite à partir de bagasse, éthanol produit à partir de mélasse), présentent notamment au Guatemala et au Nicaragua.

Par ailleurs, le soutien aux secteurs sociaux (santé et éducation supérieure) vise à soutenir les politiques nationales publiques qui, n'étant que partiellement financées, s'appuient sur le secteur privé comme relai. PROPARCO a ainsi financé un projet original de lutte contre les maladies transfrontalières animales en Chine. |



POINT DE VUE

Quelles solutions les PME africaines ont-elles pour faciliter leur accès au crédit ?

Par **PATRICE HOPPENOT**, Président co-fondateur d'Investisseur et Partenaire pour le développement

" La création, la gestion et la viabilisation d'une PME par un promoteur demandent de l'ambition, un projet solide, une stratégie claire, des moyens financiers suffisants – dont une part réelle en fonds propres – pour faire face aux besoins, ainsi qu'une réelle compétence en matière de gestion. C'est donc un exercice risqué que peu d'investisseurs ou de banquiers acceptent de financer. Le problème du financement des PME relève donc avant tout d'un problème de mise à niveau global de ces entreprises. L'assistance technique permet aux PME de se mettre aux normes nécessaires pour pouvoir accéder aux crédits bancaires et aux apports de capitaux d'investisseurs traditionnels. Elle porte principalement sur la mise en place d'une comptabilité de gestion, le recrutement de cadres, l'organisation d'une force de vente et d'une façon générale, sur la stratégie ".

Extrait tiré de l'article "L'investissement en capital dans les PME d'Afrique subsaharienne" dans la revue Secteur Privé & Développement, Septembre 2009.

→ TÉLÉCHARGEZ LA REVUE SUR WWW.PROPARCO.FR





APPUYER LA FORMATION DE JEUNES PROFESSIONNELS AU BRÉSIL



Au Brésil, seuls 20% des 26 millions de 18-24 ans sont inscrits dans un établissement d'éducation supérieure.

Pourtant, l'obtention d'un diplôme a un impact très fort sur leur futur niveau de revenus. Conscient des besoins d'investissement dans ce secteur, le gouvernement brésilien a favorisé l'émergence du secteur privé pour compléter efficacement l'offre publique.

Anhanguera Educacional

Participações (AESA) est la plus grande société d'éducation supérieure privée cotée au Brésil. AESA est leader dans les secteurs de la formation professionnelle et de l'éducation supérieure, proposant à des étudiants à revenus modestes une formation abordable et de qualité.

Elle compte aujourd'hui plus de 250 000 étudiants répartis sur un réseau de 54 campus et 450 centres de formation.

Elle en accueille 500 000 autres dans ses 650 centres de formation. Pour son premier financement dans le secteur de l'éducation au Brésil, PROPARCO a décidé de soutenir la stratégie de croissance d'AESA (nouveaux campus et centres de formation) en lui accordant un prêt senior de 12M\$, aux côtés de la SFI et de son homologue allemand, la DEG.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

FINANCER LES INFRASTRUCTURES

L'inefficacité de réseaux d'infrastructures est souvent considérée comme l'un des obstacles au développement des pays du Sud. Des infrastructures fiables et accessibles sont en effet essentielles à la croissance et à la lutte contre la pauvreté.

L'amélioration de la qualité des infrastructures ainsi que leur accès au plus grand nombre, constituent un axe majeur de la mission de PROPARCO. La société concentre son effort sur l'Afrique subsaharienne et a développé, dans les grands pays émergents en particulier, une expertise sur les projets d'énergies renouvelables.

participé au projet d'aéroport d'Enfidha en Tunisie, de transfert d'eau vers Amman en Jordanie, de terminal à conteneur à Ho Chi Minh Ville, d'extension du port de Djibouti, ainsi qu'aux projets de centrales électriques en Jordanie, au Pakistan ou au Laos. |

PROPARCO FINANCE AINSI DES PROJETS D'INFRASTRUCTURES DANS LE DOMAINE :

- des transports, afin d'améliorer la vie des populations urbaines et faciliter l'accès des entreprises aux marchés mondiaux ;
- des télécommunications, pour lutter contre la fracture numérique ;
- de l'énergie, dans le but d'assurer la disponibilité d'énergies modernes et propres.

En 2009, dans un contexte de crise financière, PROPARCO a été fortement sollicitée pour pallier la contraction des ressources du secteur bancaire et compléter le financement de grands projets. Elle a ainsi doublé plus que son activité : ses engagements dans ce secteur sont passés de 150 M€ en 2008 à près de 400 M€ en 2009, dont 100 M€ octroyés dans le cadre de sa participation à l'initiative de crise pour les infrastructures, lancée par la Société financière internationale (groupe Banque mondiale). PROPARCO a par exemple

AMÉLIORER LES INFRASTRUCTURES PORTUAIRES À HO CHI MINH VILLE



Le Vietnam a connu ces dernières années une forte croissance de ses échanges maritimes.

Mais les infrastructures portuaires arrivent aujourd'hui à saturation, notamment dans la région d'Ho Chi Minh Ville. Elle est donc une priorité dans le plan de modernisation initié par les autorités locales, qui prévoit la construction de six nouveaux terminaux à conteneurs. L'un d'eux est construit à Cai Mep, à 85 km de Ho Chi Minh Ville, par la société SSIT. Avec un mouillage important, le terminal pourra accueillir des navires de grande capacité (équivalent vingt

pièdes de tirant d'eau) et accroître les capacités de transit disponibles dans la métropole. Il constituera à ce titre, l'une des principales portes d'entrée commerciale du pays. La participation de PROPARCO au projet, qui s'élève à 15 M\$, s'inscrit dans le cadre d'un financement global, comprenant la Société financière internationale, le FMO, la KfW et le Fonds de crise pour les infrastructures. La mise en service est prévue début 2011.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

FAVORISER L'ACCÈS AU CRÉDIT

L'année 2009 a été marquée par une crise de liquidité dans les pays développés. Face à la raréfaction des ressources, les banques des pays en développement ont dû se tourner vers des sources de financement alternatives ou réduire leur activité.

Dans le contexte particulier de la crise financière, PROPARCO a résolument joué un rôle contracyclique, renforçant son activité de prêt à destination des banques des pays émergents et en développement, et d'investissement dans des institutions partenaires.

L'activité de PROPARCO en faveur des institutions financières a atteint en 2009 près de 445 M€ d'engagements, sous forme de prêt et prise de participation. Cette augmentation de 10% par rapport à 2008 confirme la volonté et la capacité de PROPARCO à engager des sommes importantes dans un contexte économique dégradé, alors même qu'un certain nombre d'institutions homologues cherchaient à limiter l'expansion de leur portefeuille.

Cette année se caractérise par une diversification de l'activité, à la fois en termes de produit et de géographie. Près de 110 M€ ont été octroyés au secteur des énergies renouvelables, soit une hausse de 12% par rapport à 2008.

Par ailleurs, 2009 est une année record en termes de prise de participation dans des établissements de crédit : plus de 45 M€ ont été investis en capital, afin de renforcer la solvabilité des institutions financières clientes de PROPARCO. La répartition géographique des engagements met en évidence l'importance des besoins en Amérique Latine (26%) et en Asie (19%), tout en confirmant la priorité accordée au continent africain (31%).

En 2009, PROPARCO a notamment relancé son activité de crédit en République Dominicaine (pour un montant total de 50 M\$ aux banques de la place), illustrant sa volonté de soutenir le secteur dans un environnement financier particulièrement défavorable. De la même façon, PROPARCO a accordé une ligne de financement post-conflit au Sri Lanka, afin de relancer l'activité de prêt dans la partie nord-est du pays. Elle a également souscrit à 10 M€ de titres subordonnés en faveur d'une holding de microfinance, dont elle est devenue un nouvel actionnaire fin 2009.

Les ambitions de PROPARCO vis-à-vis de sa clientèle financière sont plus que jamais d'actualité : consolider sa présence en Afrique, poursuivre l'approche multi-produits avec un accent particulier sur les prises de participation et renforcer sa capacité d'intervention en microfinance. PROPARCO entend ainsi soutenir le secteur bancaire et financier des pays où elle intervient et renforcer le rôle subsidiaire qu'elle est en mesure de jouer. |

*Les financements de PROPARCO en 2009 contribueront à sécuriser ou créer **815 000 emplois**.*



POINT DE VUE

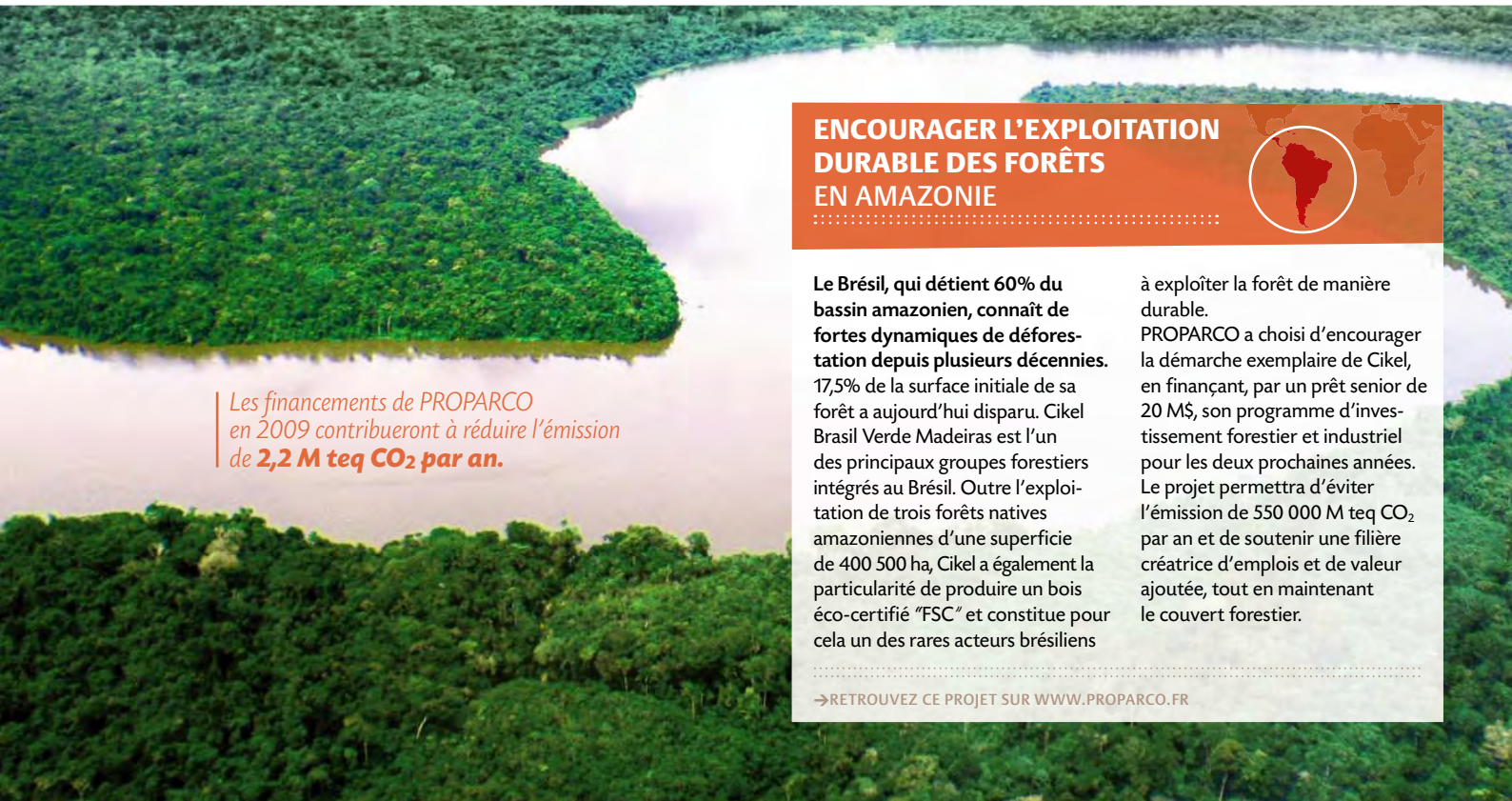
Pourquoi les banques sont-elles réticentes à prêter aux PME ?

Par **PAUL DERREUMAUX**, Président Directeur Général du groupe Bank of Africa

"L'histoire des rapports entre banques et PME ressemble fort à celle des vieux couples qui se font des reproches incessants mais doivent pourtant vivre ensemble. Du côté des banques, il faut reconnaître trois insuffisances notables. La première est la faiblesse du suivi des concours mis en place. La fragilité des PME devrait contraindre les banquiers à surveiller de près le fonctionnement de l'entreprise, la pertinence de ses investissements et les difficultés qu'elle rencontre. La deuxième insuffisance est la pénurie, au sein des équipes bancaires,

de cadres ayant une expérience approfondie de la gestion des dossiers de financement des PME. Enfin, le troisième point est lié à l'environnement institutionnel dont les déficiences pénalisent l'action des banques. Tous ces facteurs sont autant de handicaps qui amenuisent l'attrait des concours aux PME et poussent en même temps les banques à durcir leurs conditions".

Extrait tiré de l'article "Les difficultés de financement des PME en Afrique : à qui la faute ?" dans la revue Secteur Privé & Développement, Mai 2009.



Les financements de PROPARCO en 2009 contribueront à réduire l'émission de **2,2 M teq CO₂ par an**.

ENCOURAGER L'EXPLOITATION DURABLE DES FORÊTS EN AMAZONIE



Le Brésil, qui détient 60% du bassin amazonien, connaît de fortes dynamiques de déforestation depuis plusieurs décennies. 17,5% de la surface initiale de sa forêt a aujourd'hui disparu. Cikel Brasil Verde Madeiras est l'un des principaux groupes forestiers intégrés au Brésil. Outre l'exploitation de trois forêts natives amazoniennes d'une superficie de 400 500 ha, Cikel a également la particularité de produire un bois éco-certifié "FSC" et constitue pour cela un des rares acteurs brésiliens

à exploiter la forêt de manière durable. PROPARCO a choisi d'encourager la démarche exemplaire de Cikel, en finançant, par un prêt senior de 20 M\$, son programme d'investissement forestier et industriel pour les deux prochaines années. Le projet permettra d'éviter l'émission de 550 000 M teq CO₂ par an et de soutenir une filière créatrice d'emplois et de valeur ajoutée, tout en maintenant le couvert forestier.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Une part importante de l'activité de PROPARCO est dédiée depuis plusieurs années à la lutte contre le changement climatique.

En 2009, PROPARCO a consacré 275 M€ à des projets d'atténuation du changement climatique, soit environ un quart des engagements de l'année. Ces financements permettront d'éviter l'émission d'environ 2,2 millions teq CO₂ par an.

PROPARCO dispose d'une compétence technique et de références dans chacune des énergies renouvelables, aujourd'hui exploitées commercialement. En 2009, PROPARCO a par exemple financé des fermes éoliennes, des barrages hydroélectriques, un projet de biogaz à partir de résidus de production d'éthanol, une plantation forestière durable, un producteur de verre plat destiné à l'industrie photovoltaïque ou encore une unité de cogénération bagasse et de fabrication de bioéthanol à partir de canne à sucre.

Une attention particulière est portée au transfert de ce savoir-faire aux partenaires bancaires du Sud. Ainsi, un produit standard de lignes de crédit bancaire dédiées au climat a été développé et appliqué auprès de cinq banques en 2009, en Turquie, en Inde et au Brésil. Ces lignes visent notamment l'appropriation par les banques de l'outil "bilan carbone" développé par l'AFD, qui permet de mesurer l'ensemble des émissions induites par les projets financés. Cet outil est aujourd'hui appli-

qué à tous les projets directs financés par PROPARCO et permet d'évaluer l'impact climatique des opérations soutenues. PROPARCO conforte ainsi sa position de leader parmi les institutions financières de développement européennes en termes de lutte contre le changement climatique. Elle en a fait un secteur prioritaire, notamment dans ses nouveaux pays d'intervention. |

POINT DE VUE

Quel avenir pour la finance carbone ?

Par **PAUL DE LA GUÉRIVIÈRE**,
Expert climat à PROPARCO



" L'échec du sommet de Copenhague rend peu probable la prolongation, au-delà de 2012, du Protocole de Kyoto dans sa forme actuelle. Il ne sonne toutefois pas la fin de la finance carbone. Celle-ci devrait continuer sous une forme fragmentée au sein de marchés régionaux (sur le modèle européen du système d'échange de quotas d'émissions). De tels marchés sont à l'étude aux Etats-Unis, au Japon, en Corée, en Australie, en Nouvelle Zélande et en Chine. Ces systèmes régionaux, partiellement connectés entre eux, devraient reconnaître des crédits compensatoires générés dans les pays en développement, sous une forme proche des crédits-carbone actuellement générés par le mécanisme de développement propre (prévu au Protocole de Kyoto). La préservation des forêts sera également encouragée avec la création de crédits forestiers " .





RÉPONDRE AUX BESOINS FINANCIERS DES INVESTISSEURS

PROPARCO dispose d'une gamme complète d'instruments financiers répondant aux besoins spécifiques des investisseurs dans les pays du Sud : accéder à des financements de long terme, couvrir ou réduire certains risques, disposer de solutions adaptées à certaines problématiques propres aux pays en développement.

PARTICIPER AU CAPITAL DES SOCIÉTÉS

Confrontées à la raréfaction des ressources, les banques et les entreprises cherchent des financements alternatifs. PROPARCO intervient à travers des prises de participation en fonds propres ou quasi fonds propres dans le capital des sociétés.

En 2009, PROPARCO a pris vingt et une participations, pour un montant total de 74 M€. Elle est notamment entrée au capital d'un opérateur de référence dans le secteur de la microfinance en Europe de l'Est. Les autres investissements directs ont été réalisés sur le continent africain.

Les investissements directs ont notamment permis de soutenir le secteur bancaire, qui représente 74% des montants souscrits cette année. En proposant des outils de type fonds propres, PROPARCO favorise la consolidation du secteur financier, l'émergence d'acteurs régionaux et le renforcement des procédures. PROPARCO répond ainsi aux contraintes actuelles des banques africaines en leur fournissant une ressource clé en termes de positionnement ou d'expansion à l'étranger.

Outre ses participations dans d'autres fonds, le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique, détenu par l'AFD et géré par PROPARCO, effectue des investissements directs. Ces investissements ont permis de soutenir cette année des opérations plus novatrices en Afrique, dans le secteur de la microfinance, des services financiers innovants et de l'agro-industrie. |

*En 2009, les financements de PROPARCO contribueront à soutenir la croissance de **110 000 entreprises**.*



SOUTENIR L'INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE EN EGYPTE

Wadi Holdings est une société égyptienne qui figure parmi les principaux producteurs de poussins et d'aliments pour volaille en Egypte et au Soudan.

Elle s'est aussi diversifiée dans des activités fortement exportatrices comme l'olive ou le verre. La société possède la particularité d'être attentive aux problèmes sanitaires,

ce qui lui a notamment permis de bien résister aux conséquences de la grippe aviaire en 2006.

Wadi compte poursuivre sa forte croissance et sera amenée à réaliser des investissements importants dans le futur. Afin d'accompagner son développement, PROPARCO est entrée au capital de l'entreprise, par un rachat de 3 M\$ d'actions.

Avec cet investissement, PROPARCO a fait le choix d'accompagner un acteur exemplaire en matière de normes sanitaires, contribuant ainsi à sécuriser le secteur agro-alimentaire en Egypte, dont dépendent 600 000 fermiers. Le projet aura également un impact en termes de soutien aux activités exportatrices et à la croissance.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR

SOUTENIR LE CAPITAL INVESTISSEMENT

PROPARCO figure parmi les pionniers du capital investissement dans certaines régions. Elle accompagne dans la durée les équipes locales de gestion de fonds indépendants, qui catalysent les investissements privés et publics.

L'activité en capital investissement permet à PROPARCO de démultiplier l'impact de son action sur l'emploi et la création de richesses dans les économies qu'elle soutient. Les fonds dans lesquels PROPARCO est intervenue, ont investi à leur tour près de 1,2 Md€ dans 247 sociétés.

L'année a été marquée par le lancement de deux fonds en faveur de l'Afrique et de la zone méditerranéenne. FISEA, créée le 20 avril 2009, est un des dispositifs majeurs de l'Initiative française pour la croissance et l'emploi en Afrique. Dépassant l'objectif cible de 50 M€ par an, treize dossiers ont été approuvés cette année, pour un montant total de 62 M€. Averroès Finance II, qui fait suite à Averroès Finance, vise à soutenir le capital investissement et attirer des fonds privés dans la zone Méditerranée.

100 M€ ont ainsi été investis dans des fonds, dont 75 % en Afrique subsaharienne. Ces investissements ont permis de soutenir des secteurs essentiels au développement du continent africain : le soutien aux petites et moyennes entreprises, l'agro-industrie, les infrastructures de base, la microfinance et les services financiers innovants.

Dans les autres zones, les fonds soutenus sont actifs dans la lutte contre le changement climatique et contribuent à améliorer les standards de gouvernance des sociétés dans lesquelles ils interviennent. |

POINT DE VUE

Quelle est l'approche du fonds Fanisi en termes de capital investissement ?

Par **AYISI MAKATIANI**,
Fanisi venture capital fund manager

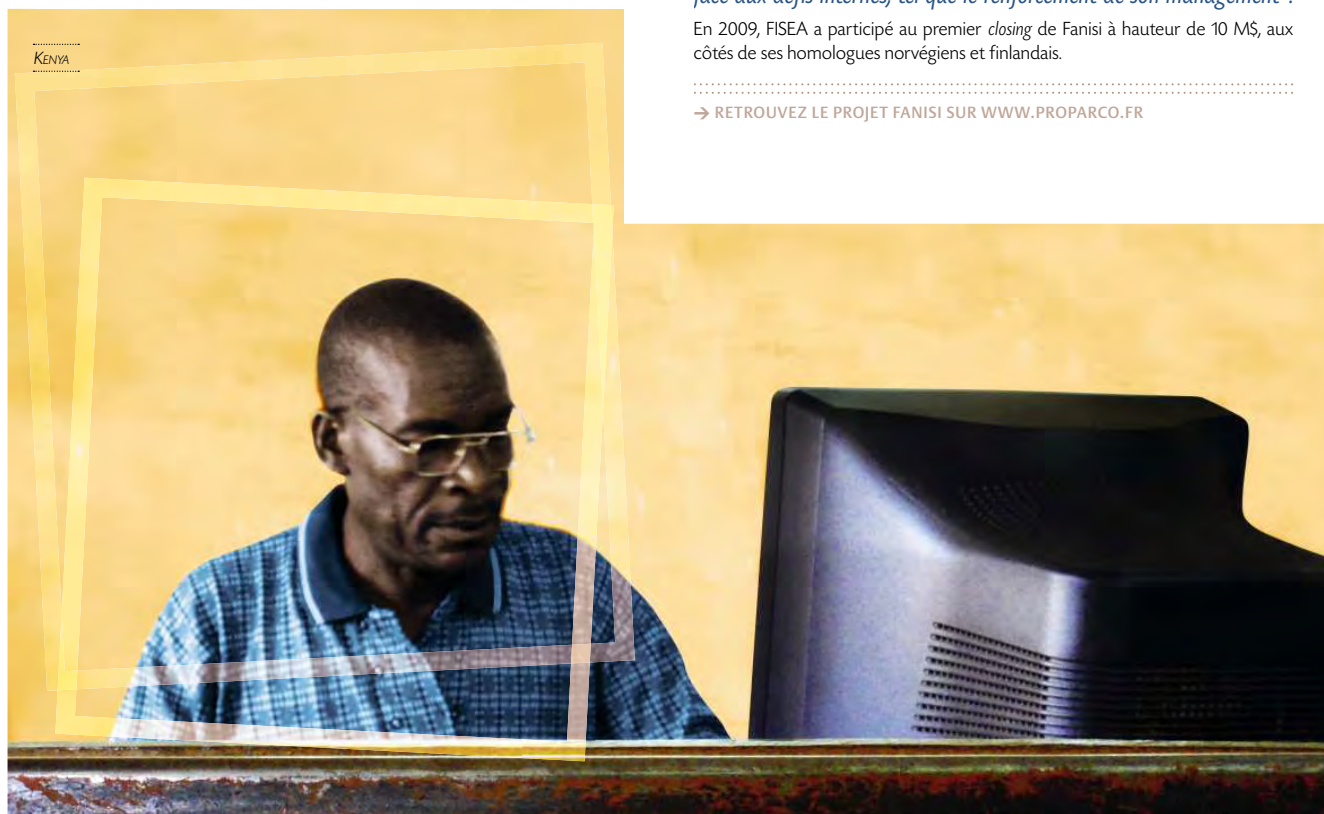


"L'accès restreint des PME à des financements appropriés est le premier obstacle au développement de ce secteur en Afrique de l'Est. Contrairement aux micro-entreprises qui connaissent un modèle de financement réussi [via la microfinance] et aux grandes entreprises dont les résultats favorisent et sécurisent toute nouvelle entrée au capital, les PME ont très souvent à faire à des investisseurs ou des institutions financières qui n'ont aucune compétence particulière dans ce secteur. Les managers de PME manquent également très souvent de connaissances sur le monde des affaires et des marchés financiers.

Fanisi Capital associe une activité de financement aux PME et une activité d'appui aux capacités des managers. Le but est de faire des PME d'Afrique de l'Est des acteurs compétitifs de la région. En mai 2009, Fanisi a réalisé sa première prise de participation dans une entreprise kenyane de logiciels pour un montant de 2,5 M\$. L'investissement de Fanisi favorisera le développement de l'entreprise, mais aussi sa capacité à faire face aux défis internes, tel que le renforcement de son management".

En 2009, FISEA a participé au premier closing de Fanisi à hauteur de 10 M\$, aux côtés de ses homologues norvégiens et finlandais.

→ RETROUVEZ LE PROJET FANISI SUR WWW.PROPARCO.FR



PRÊTER À MOYEN ET LONG TERMES

Sur l'activité de prêt, comme sur celle des fonds propres, PROPARCO se positionne en tant qu'investisseur de long terme. La société soutient sur la durée des investisseurs responsables, en adaptant son offre et le profil de remboursement aux contraintes de ses clients et à la profondeur du marché.

L'offre de PROPARCO est complémentaire de celle des banques privées locales ou internationales. Les institutions de développement, dont PROPARCO, ont en effet pour mission d'occuper les niches de financement délaissées par le secteur privé. Leur positionnement peut donc être très différent d'un marché à l'autre.

Outre les dispositifs de cofinancement ou de partage de risques avec les autres agences de développement européennes, PROPARCO bénéficie depuis 2007 d'un accord de sous-participation avec l'AFD, qui lui permet d'accroître ses capacités d'intervention en prêt. PROPARCO est ainsi en

mesure de proposer des prêts s'échelonnant de 5 à 100 M€ (avec un montant moyen d'environ 13 M€), sur une durée s'étalant de cinq à vingt ans. Pour soutenir un client sur une durée aussi longue, l'offre de PROPARCO doit pouvoir s'adapter et inclut donc des mécanismes de raccourcissement ou d'allongement de la durée en fonction de paramètres exogènes (cours des matières premières, pluviométrie, etc.). Cette flexibilité des outils a ainsi amené PROPARCO à diversifier fortement sa gamme de prêt. Elle propose aujourd'hui des prêts seniors, des prêts subordonnés ou participatifs et une part de plus en plus importante d'outils juniors. |



FAVORISER LE FINANCEMENT DE PROJETS ENVIRONNEMENTAUX EXEMPLAIRES AU BRÉSIL

Banco Fibra est une jeune banque brésilienne dont l'activité principale est le financement des PME. Elle compte aujourd'hui près de 1100 clients. Afin de soutenir cette jeune banque en développement, PROPARCO lui a octroyé un prêt senior de 30 M\$, dont 10 M\$ en sous-participation AFD. Cette ligne de crédit est dédiée au financement de projets d'investissement environnementaux exemplaires : énergie propre, transport vert (éthanol), réduction des émissions de gaz à effet de serre et protection de la forêt amazonienne. Ce financement, qui représente la première ligne de crédit octroyée en direct par PROPARCO au Brésil, permettra également à la banque de calculer le bilan carbone de ses investissements.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR



DÉVELOPPER L'OFFRE EN MONNAIE LOCALE

De très nombreux projets demandent un financement en monnaie locale. Sans un tel financement, les clients sont confrontés à un risque de change parfois impossible à gérer dans des marchés encore peu sophistiqués. Les maturités de prêt proposées sont également insuffisamment longues pour les investissements envisagés.

Dans de nombreux pays, le marché financier local n'est pas assez développé pour offrir des maturités de prêts suffisamment longues pour les investissements envisagés.

PROPARCO travaille donc, en collaboration avec d'autres bailleurs de fonds, à l'approfondissement des marchés en monnaie locale. PROPARCO a été l'un des pionniers à offrir des solutions libellées dans la monnaie du pays, en développant il y a près de vingt ans, des outils de garantie en zone franc en Afrique, puis dans l'ensemble des pays où elle intervient. Elle a par exemple été la première à garantir des émissions obligataires libellées en monnaie locale en Afrique.

Au-delà des opérations de garantie, PROPARCO a mis en place depuis deux ans un dispositif lui permettant de développer une offre de prêts directs en monnaie locale. PROPARCO est ainsi actionnaire depuis 2007 de TCX, une initiative multi-bailleurs, qui permet à ses membres de proposer des *swaps* de devises exotiques. De plus, l'AFD effectue des emprunts obligataires dans des monnaies variées et intervient directement sur les marchés.

PROPARCO dispose ainsi de ressources libellées en franc CFA ou en rand sud-africain. Enfin, PROPARCO recherche directement des ressources en monnaie locale auprès de banques commerciales ou de développement. En 2009, elle a ainsi pu proposer à ses clients des francs CFA, des rands sud-africains, des roupies indiennes ou des dinars tunisiens. |

| PROPARCO propose des prêts allant de **5 à 100 M€**.

FINANCER À LONG TERME ET EN MONNAIE LOCALE UNE BANQUE SÉNÉGALAISE



Le système bancaire sénégalais est le second marché bancaire d'Afrique de l'Ouest, après la Côte d'Ivoire.

Il est aussi très concurrentiel - plus de quinze banques se partagent 550 000 comptes - et le taux de bancarisation reste toutefois faible (moins de 10%). La Banque internationale pour le commerce et l'industrie au Sénégal (BICIS), troisième banque du pays avec 17% du marché, est la filiale de BNP Paribas au Sénégal. Spécialisée sur le segment des particuliers, des institutionnels et des entreprises, la banque recherche

des ressources de long terme afin de consolider son bilan et adosser la maturité de ses ressources à celles de ses prêts. En 2009, PROPARCO a donc octroyé à BICIS une ligne de crédit de 6,7 Mds FCFA sur une période de sept ans. En apportant un financement de long terme et en monnaie locale, PROPARCO évite à la banque un risque de change et fournit aux entreprises sénégalaises les moyens d'investir dans leur croissance, contribuant au développement du secteur privé et de l'emploi dans le pays.

→ RETROUVEZ CE PROJET SUR WWW.PROPARCO.FR







SÉLECTIONNER LES PROJETS POUR **LEURS IMPACTS**

PROPARCO conjugue au quotidien trois compétences qui font, ensemble, le sens de son action. La première consiste à mesurer et maîtriser l'impact développemental des opérations qu'elle finance.

La seconde réside dans son engagement constant en matière de responsabilité sociale et environnementale.

La troisième, en sa qualité de banque, vise à maîtriser les risques de ses opérations.

RENFORCER LA MESURE DES IMPACTS

Le critère primordial de sélection d'un projet est son niveau de contribution au développement. A cela s'ajoute un critère de rentabilité financière, gage de la pérennité de tout projet.

Le premier outil de mesure des impacts de PROPARCO est une aide à la décision de financement. Utilisé en amont, cet instrument est exploité par la plupart des institutions financières de développement européennes et permet ainsi d'harmoniser la mesure des résultats et de procéder à des approches comparatives.

Parmi les indicateurs permettant d'évaluer la contribution d'un projet privé au développement, on trouve notamment les recettes publiques courantes, l'apport net en devises, les créations d'emplois, le transfert de technologie et de savoir-faire, les effets sociaux (santé, éducation, formation continue), le respect des normes standards en matière environnementale et les effets bénéfiques sur l'environnement en termes de réduction de gaz à effet de serre, d'économies d'énergie et d'utilisation d'énergies renouvelables.

Le groupe Agence française de développement a élargi le champ d'utilisation de cet outil d'aide à la décision de financement pour les projets éligibles au Fond d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique, détenu par l'AFD et géré par PROPARCO.

Par ailleurs, afin d'avoir une vision plus globale de l'impact de l'ensemble de ses opérations, PROPARCO réalise et publie une série d'indicateurs sectoriels, communs avec l'AFD. A travers cette démarche, PROPARCO s'engage à rendre des comptes sur sa contribution à l'effort global de la politique publique d'aide au développement et à mesurer l'efficacité des actions menées.

Enfin, certains projets financés par PROPARCO ou certains secteurs d'activité, font l'objet d'études de capitalisation. Elles prennent essentiellement deux formes : la première consiste à réaliser des études d'évaluation de long terme menées sur le terrain, plusieurs années après la mise en œuvre et de développement du projet. Ces études permettent de capitaliser l'expérience et les actions menées, afin d'en améliorer la pratique. La seconde est contenue dans le principe même de la revue Secteur privé & développement, éditée et lancée par PROPARCO en 2009. Cette revue rassemble et croise les regards de spécialistes, d'experts et de praticiens autour d'un thème par numéro. Elle est un espace d'échanges et de réflexion permettant de confronter les idées et de faire avancer le débat. |

LES FINANCEMENTS ET COFINANCEMENTS DE PROPARCO EN 2009 CONTRIBUERONT À :

Raccorder **55 000** personnes
à un réseau de distribution d'électricité

Connecter **6 millions**
de personnes à un réseau de télécommunications

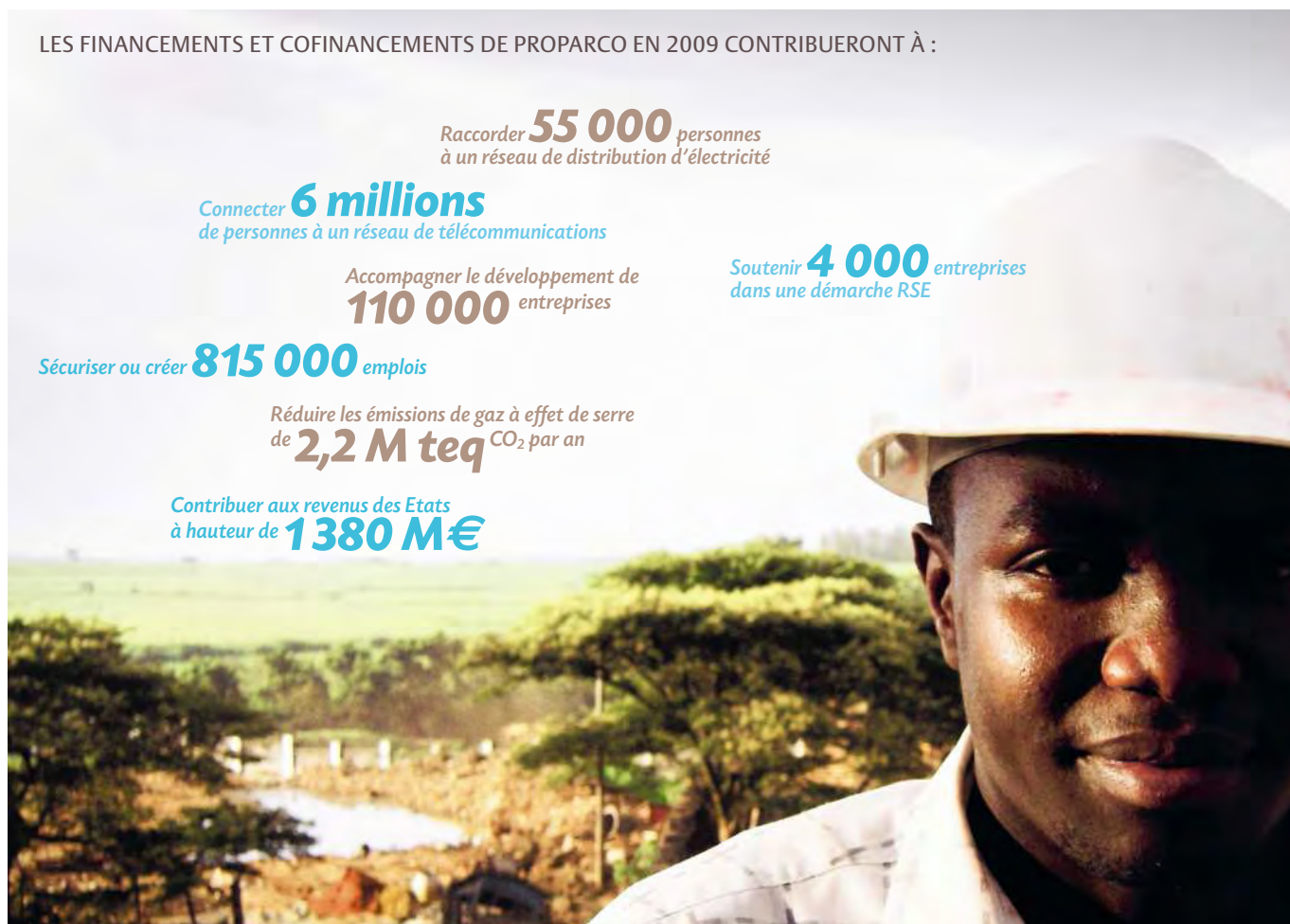
Accompagner le développement de
110 000 entreprises

Soutenir **4 000** entreprises
dans une démarche RSE

Sécuriser ou créer **815 000** emplois

Réduire les émissions de gaz à effet de serre
de **2,2 M teq** CO₂ par an

Contribuer aux revenus des Etats
à hauteur de **1 380 M€**



LES IMPACTS DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE : LES ENSEIGNEMENTS D'HAÏTI

Bien avant qu'Haïti ne soit frappé par le séisme de janvier 2010, PROPARCO avait choisi ce pays, parmi les plus vulnérables de la planète, pour évaluer les effets développementaux de l'essor de la téléphonie mobile. Les enseignements de cette étude sont des signes d'encouragement et d'espoir à promouvoir.

La téléphonie mobile s'est rapidement imposée dans les pays en développement au cours de la dernière décennie. Si les investisseurs privés ont souvent été à l'origine de son développement, les bailleurs de fonds y ont également contribué. En 2006 par exemple, alors que le taux d'abonnés

est très faible en Haïti, PROPARCO appuie le lancement d'un troisième opérateur sur l'île, Digicel Haïti. Devant les résultats particulièrement encourageants obtenus par ce dernier, PROPARCO et l'AFD ont confié à BearingPoint et l'institut Fafo l'évaluation économique et sociale du projet.

L'arrivée de Digicel en Haïti a eu des impacts macroéconomiques très importants qui méritent d'être mentionnés :

53% des investissements de Digicel depuis 2006 sont allés vers l'économie locale (génie civil, immobilier, communication, etc.), soit 140 M\$ environ. L'impact a été considérable sur l'emploi : outre les 1 000 employés du groupe, la société fournissait indirectement un revenu complémentaire de 24 \$ par mois à environ 60 000 vendeurs de rue. Enfin, Digicel est devenu le premier contributeur fiscal d'Haïti (15%) et a participé directement et indirectement à 20% de la croissance du PIB entre 2005 et 2007.

L'impact social sur les usagers est plus difficile à mesurer :

Les populations les plus pauvres sont encore exclues des services de téléphonie mobile, notamment en zone rurale. Le mobile est majoritairement utilisé à des fins sociales, pour renforcer les liens avec les proches. Enfin, le tremblement de terre a récemment mis en lumière l'importance de la téléphonie mobile en situation d'urgence. Alors que les lignes fixes se sont effondrées, les téléphones portables ont permis aux populations d'être alertées ou d'alerter leurs proches, sur place ou à l'étranger et de faciliter la coordination du travail des secours. Le téléphone mobile jouera un rôle fondamental dans la reconstruction en Haïti.



PROPARCO a financé un grand nombre d'opérateurs mobiles, en Afrique, en Amérique et en Asie, pour un montant de **200 M€**.

PROMOUVOIR LA RESPONSABILITÉ SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE (RSE)

PROPARCO a intégré la RSE dans son fonctionnement interne comme dans les projets qu'elle finance.



Les opérations de PROPARCO font l'objet d'une évaluation des risques environnementaux et sociaux qu'ils sont susceptibles d'entraîner. Cette démarche vise à aider ses partenaires à améliorer la qualité environnementale et sociale de leurs projets. Pour cela, le groupe AFD s'est doté d'une équipe chargée :

- de définir les diligences environnementales et sociales à mener dans les projets ;
- d'apporter ses conseils aux équipes projets et à l'ensemble des collaborateurs pour les réaliser ;
- de développer des partenariats avec d'autres bailleurs de fonds.

A travers ses financements, PROPARCO souhaite diffuser et sensibiliser ses clients aux pratiques RSE, et notamment les banques, vecteurs de développement de la RSE dans les entreprises. Elle encourage et accompagne ceux qui s'engagent dans ces pratiques responsables, en leur proposant une gamme de solutions techniques et financières adaptées. |

*Les financements de PROPARCO en 2009 contribueront à soutenir **4 000 entreprises** dans une démarche RSE.*

CONFORMITÉ ET MAÎTRISE DES RISQUES

En tant qu'institution financière, PROPARCO est soumise à la réglementation bancaire.

La société a mis en place un ensemble de dispositifs lui permettant d'assurer la maîtrise de ses opérations et des risques inhérents à celle-ci :

- les dossiers de financement sont examinés par trois comités différents jusqu'à décision de financement. Lors de ces passages en comité, les dossiers sont examinés par différents services indépendants, qui émettent un avis sur le projet. Ces avis portent, d'une part, sur l'adéquation des dossiers présentés au mandat de PROPARCO et à ses exigences en termes de RSE et, d'autre part, sur le niveau de risques financiers qu'ils représentent pour la société. La situation financière des bénéficiaires est suivie tout le long de la vie du financement ;

- le département du contrôle permanent et de la conformité de l'AFD assure la coordination et la supervision du contrôle interne et effectue un contrôle de deuxième niveau concernant le risque de non-conformité. Il contrôle les diligences effectuées par les services opérationnels en matière de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ;
- PROPARCO fait également l'objet de missions d'audit de la part de l'inspection générale de l'AFD. Ce service est en charge du contrôle périodique de la conformité des opérations, du niveau de risque encouru et du respect des procédures. |



SATISFAIRE LE BESOIN DE MISE À NIVEAU DES ENTREPRISES

Dans les pays en développement, les entreprises présentent parfois des déficits de capacités qui pèsent sur leur performance. Si leur besoin en financement est largement reconnu, il est également nécessaire de satisfaire leur besoin d'assistance technique. Dans le cadre de FISEA, le groupe AFD a ainsi décidé de consacrer 5 M€ au financement de missions de conseil (amélioration des systèmes d'information, marketing, ressources humaines, etc.) en faveur de sociétés dans lesquelles le fonds investira. En 2009, un financement de 150 000 € a été accordé au fonds Afrinvest Financial Sector, pour le soutien technique apporté aux institutions financières de son portefeuille.

UNE PLACE CROISSANTE POUR LES PROJETS "CLIMAT"

La part des activités de PROPARCO dédiée au financement de la lutte contre le changement climatique est en constante progression.

En 2009, quatorze projets ont été financés, pour un total de 310 M€. Ces projets concernent à présent l'ensemble des quatre divisions opérationnelles de PROPARCO (banques, entreprises, infrastructures, fonds propres) : projets de cogénération à partir de bagasse ou de production d'équipements d'énergie renouvelable ; centrales hydroélectriques ou production de biogaz ; lignes de crédit dédiées au financement des biens publics mondiaux (lutte contre le changement climatique et les grandes pandémies, préservation de la biodiversité). Ces lignes de crédit répondent à des critères généraux d'éligibilité et de reporting.

La place croissante accordée par PROPARCO aux projets limitant les impacts environnementaux se caractérise également par la création cette année d'un poste transversal consacré au changement climatique et par la désignation de correspondants dans chaque service.

Tous les projets financés présentant un impact significatif en termes d'émission de gaz à effet de serre font l'objet d'une estimation systématique de leur bilan carbone. PROPARCO évalue les émissions brutes induites par le projet (liées par exemple à la combustion d'énergie fossile pour produire de l'électricité ou de la chaleur), les réductions d'émissions (notamment pour les projets de changement de combustibles moins émissifs ou de récupération de chaleur) et les émissions évitées par rapport à un scénario de référence (tout particulièrement pour les projets de production d'électricité à partir d'énergie renouvelable).





RÉSULTATS OPÉRATIONNELS ET FINANCIERS

2009 est une nouvelle année de croissance pour PROPARCO, qui a pleinement joué son rôle contracyclique en période de crise financière. Ses bons résultats financiers témoignent de la justesse de son modèle économique, consistant à financer à long terme, le secteur privé dans les économies en développement.

LES RÉSULTATS OPÉRATIONNELS

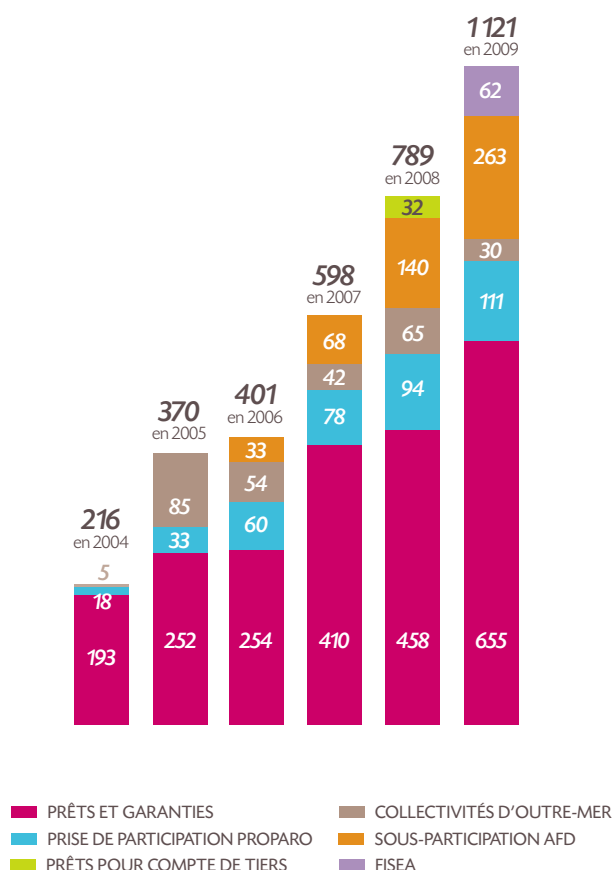
Au cours de l'exercice 2009, le total des engagements de PROPARCO sous forme de prêt et prise de participation a atteint 1 121,2 M€, soit une augmentation de 42% par rapport à 2008 (789,4 M€).

Au cours de l'exercice 2009, le total des engagements de PROPARCO sous forme de prêts et prises de participation a atteint 1,1 Md€, soit 42% de plus qu'en 2008 (789,4 M€). Cette très bonne performance s'explique par la conjonction de plusieurs facteurs. Le renforcement des relations partenariales d'une part, a mené à une forte croissance des opérations en sous-participations avec l'AFD (262,8 M€ d'engagements en 2009) et en cofinancement avec les autres institutions de développement européennes et multilatérales (100 M€ d'engagements). L'extension géographique d'autre part, a permis d'intensifier les

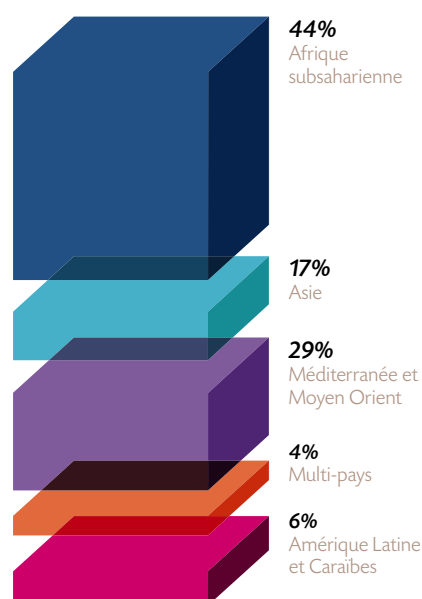
activités de PROPARCO en Asie et en Amérique Latine. Enfin, la crise financière internationale a généré en 2009 de nombreuses opportunités d'intervention sur le secteur financier, notamment dans les grands pays émergents.

Il faut également noter que PROPARCO a octroyé pour 62,3 M€ de prises de participation pour le compte du fonds FISEA (le Fonds d'investissement et de soutien aux entreprises en Afrique, créé en avril 2009, est l'un des trois piliers de l'Initiative française pour la croissance et l'emploi en Afrique).

RÉPARTITION DES ENGAGEMENTS
PAR PRODUIT (EN M€)



RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
DU PORTEFEUILLE TOTAL (PRÊTS ET
PARTICIPATIONS) DANS LES ÉTATS ÉTRANGERS
(EN % PORTEFEUILLE TOTAL)



La répartition géographique du portefeuille montre que l'Afrique subsaharienne reste la première zone d'intervention de PROPARCO et concentre 44% des prêts et des participations de la société.

L'ACTIVITÉ EN FONDS PROPRES

Les autorisations d'investissement

Vingt-deux prises de participation ont été approuvées par PROPARCO en 2009, contre dix-sept en 2008, représentant un volume d'investissement de 111,4 M€, soit une moyenne de 5,1 M€ par opération (volume en hausse de plus de 12,5 % par rapport à l'année précédente) :

- quinze investissements directs ont été autorisés en 2009 (contre huit en 2008) pour 59,0 M€ soit une moyenne de 3,9 M€ par projet. Dix d'entre eux concernent l'Afrique, dans les secteurs de la banque (Algérie, Kenya, Liban et Tanzanie), de l'agro-industrie (Cameroun, Egypte et Maroc), de la finance (un projet sur plusieurs pays de la zone et un en Afrique du Sud) et de l'industrie (Tunisie). L'Asie a bénéficié de deux investissements dans le secteur de la microfinance, au Cambodge. Un investissement a été octroyé dans la zone Amérique Latine-Caraïbes, dans le secteur des infrastructures urbaines en Jamaïque. Enfin, deux participations ont été autorisées dans une institution de microfinance intervenant dans différentes zones géographiques.
- sept participations ont été approuvées dans des fonds d'investissement en 2009 (contre neuf en 2008) pour 52,4 M€ soit une moyenne de 7,5 M€ par projet. Le principal secteur visé par ces fonds est celui des infrastructures pour

48% des approbations, les 52% restants portant sur des fonds plurisectoriels. Leurs activités sont concentrées sur l'Afrique (cinq prises de participation) ainsi que l'Asie (deux prises de participation).

Les souscriptions en 2009 (autorisées en 2009 ou antérieurement) concernent cinq fonds d'investissement, trois sociétés financières, deux banques, deux entreprises dans le secteur de l'agro-industrie, et enfin, une société de leasing.

En ce qui concerne le fonds FISEA, il intervient exclusivement en Afrique subsaharienne et a cette année autorisé treize projets pour un montant de 62,3 M€, soit une moyenne de 4,8 M€ par projet. La répartition typologique est la suivante : six projets concernent des investissements directs pour un total de 12,8 M€ dans les secteurs de la banque (Congo et Soudan), de la microfinance (Côte d'Ivoire et un sur plusieurs pays de la zone) et de l'agro-industrie (Kenya et Madagascar). Six autres projets concernent des participations dans des fonds d'investissement panafricains pour un montant de 47,8 M€ dans les secteurs de la finance, de la microfinance, des PME, et de l'agro-industrie. Enfin, un projet a été autorisé pour une intervention en dette mezzanine dans une société d'agro-industrie au Kenya pour 1,7 M€.

La structure du portefeuille de participations

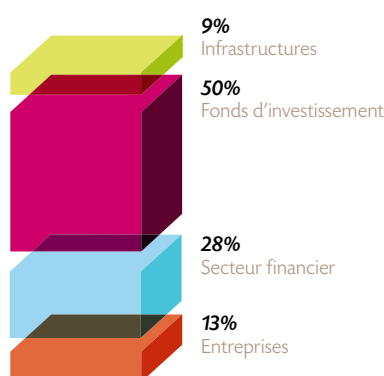
Au 31 décembre 2009, la valeur brute du portefeuille de participations et autres titres de PROPARCO s'élève à 269,4 M€ (y compris les opérations pour compte de tiers) et regroupe 92 titres dans neuf établissements de crédit, quarante-six fonds d'investissement, dix-neuf établissements financiers ou compagnies d'assurance, dix sociétés industrielles et commer-

ciales, trois hôtels et cinq sociétés d'infrastructures et minières. Le montant total des provisions au titre de ces participations atteint 5,9 M€ soit 2,3% du portefeuille brut et 3,4% des souscriptions libérées hors participations détenues pour compte de tiers.

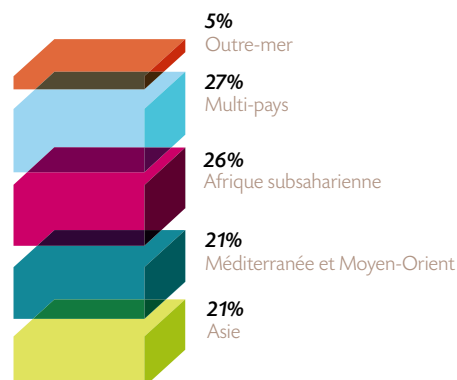
Les répartitions sectorielle et géographique

Les souscriptions libérées, y compris pour compte de tiers, s'élèvent à 185,7 M€ au 31 décembre 2009 contre 144,5 M€ au 31 décembre 2008.

Les graphiques ci-dessous font état de la répartition sectorielle et géographique des souscriptions libérées.



PARTICIPATIONS : RÉPARTITION SECTORIELLE
(PORTEFEUILLE DES SOUSCRIPTIONS LIBÉRÉES)



PARTICIPATIONS : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
(PORTEFEUILLE DES SOUSCRIPTIONS LIBÉRÉES)

LES OPÉRATIONS DE PRÊT

Les autorisations et les décaissements

Quarante-sept prêts ont été approuvés au cours de l'exercice 2009 représentant 947,5 M€ en octrois bruts contre 683,5 M€ en 2008, soit une moyenne de 20,2 M€ par opération (contre 14,2 M€ en 2008). Cette augmentation de la

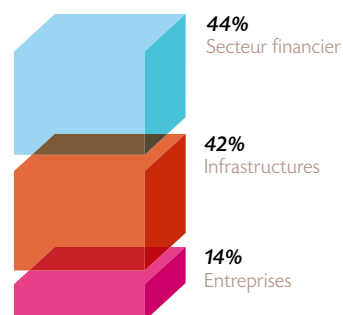
taille moyenne des opérations a été possible grâce aux sous-participations de l'AFD pour 262,8 M€ en 2009. Le total des décaissements sur prêts s'est élevé à 500,4 M€.

La répartition sectorielle

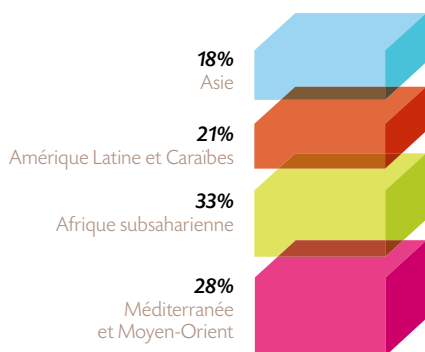
La part des prêts octroyés aux établissements de crédit s'élève à 44% contre 60% en 2008. Le montant des engagements en prêt dans ce secteur (417,6 M€) comporte 30 M€ de concours accordés à des établissements de crédit dans les collectivités d'Outre-mer.

Les engagements dans le secteur des infrastructures et des mines (398 M€) sont en forte augmentation par rapport à 2008 (133,3 M€), notamment grâce à deux projets d'envergure en Jordanie et à la participation à un fonds de dette multilatéral en Afrique subsaharienne. Ils représentent 42% du total des prêts octroyés contre 19% en 2008.

Les engagements dans le secteur des entreprises se maintiennent à un niveau élevé en 2009 et s'élèvent à 131,9 M€ contre 143,4 M€ en 2008. Ils ont représenté 14% des montants accordés (contre 21% en 2008).



PRÊTS : RÉPARTITION SECTORIELLE
(EN % ENGAGEMENTS TOTAUX)



PRÊTS : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
(EN % ENGAGEMENTS ÉTATS ÉTRANGERS)

La répartition géographique

Les engagements en prêt dans les Etats étrangers se répartissent entre vingt-cinq pays, au premier rang desquels figurent la Jordanie (113,6 M€), le Brésil (92,1 M€), l'Afrique du Sud (61,9 M€), la Turquie (81,5 M€) et l'Inde (55,3 M€). Ces chiffres ne tiennent pas compte des engagements multi-pays. Par ailleurs, PROPARCO a accordé deux concours dans les collectivités d'Outre-mer : un en Polynésie française et un en Nouvelle-Calédonie pour 15 M€ chacun.

L'Afrique subsaharienne, zone d'activité traditionnelle de PROPARCO, demeure la première zone de déploiement de l'activité de prêt avec 32,8% des engagements dans les Etats étrangers en 2009. Dans cette région, les opérations les plus significatives concernent deux banques en Afrique du Sud, un prêt dans le secteur de l'eau en Namibie et la participation à un fonds de dette multilatéral de financement d'infrastructures en Afrique subsaharienne.

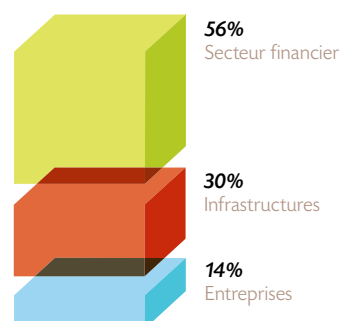
LA STRUCTURE DE L'ENCOURS DE PRÊTS

au 31 décembre 2009

La répartition sectorielle

L'encours des prêts au 31 décembre 2009 (hors compte de tiers) totalise en valeur brute 1 386,1 M€ (1 029,8 M€ à fin 2008) et se répartit entre les prêts aux établissements de crédit pour 55,9% et les prêts aux sociétés non financières pour 44,1%. L'encours aux établissements de crédit est constitué de 160 prêts accordés à 65 clients pour un montant de 774,9 M€ au 31 décembre 2009 (594,8 M€ à fin 2008). Le reste de l'encours représente un montant de 611,2 M€ (435 M€ à fin 2008), répartis entre le secteur des infrastructures et mines (415,6 M€) et celui des entreprises (195,6 M€). Il est constitué de 105 prêts accordés à 79 clients.

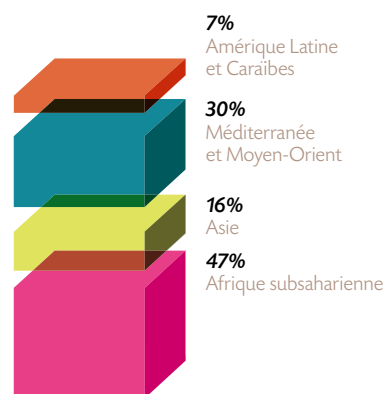
Si l'on exclut les collectivités d'Outre-mer, l'encours de prêts aux établissements de crédit s'établit à 576,4 M€ au 31 décembre 2009. En ce qui concerne la clientèle du secteur des infrastructures et mines et celle des entreprises, l'encours représente respectivement 413,6 M€ et 179,0 M€.



PRÊTS : RÉPARTITION SECTORIELLE
(EN % ENCOURS TOTAL)

La répartition géographique

L'encours des prêts (hors collectivités d'Outre-Mer) est réparti de manière assez équilibrée entre les différentes zones géographiques, comme l'indique le graphique ci-contre. Les principaux pays bénéficiaires de l'encours de prêts sont, par ordre décroissant : la Turquie, le Kenya, la Tunisie, l'Afrique du Sud et le Maroc qui représentent près de 55% du total.



PRÊTS : RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE
ÉTATS ÉTRANGERS
(EN % ENCOURS ETATS ÉTRANGERS)

BILAN au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)

ACTIF	31/12/2008	31/12/2009
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	967 366	1 076 150
À VUE	107 849	47 368
<i>dont entreprises liées</i>	107 664	46 439
<i>dont pour compte de tiers</i>	185	929
À TERME	859 517	1 028 782
<i>dont entreprises liées</i>	260 206	248 332
OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	448 747	637 306
<i>dont pour compte de tiers</i>	28 334	34 138
OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES A REVENUS FIXES	829	10 364
PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS A LONG TERME	209 131	253 432
<i>dont pour compte de tiers</i>	588	470
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	6	4
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	669	1 909
AUTRES ACTIFS	1 384	1 305
<i>dont entreprises liées</i>	0	0
COMPTES DE RÉGULARISATION	1 159	4 156
<i>dont entreprises liées</i>	179	405
TOTAL ACTIF	1 629 291	1 984 626

PASSIF	31/12/2008	31/12/2009
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	988 120	1 296 355
À VUE	5	462
<i>dont entreprises liées</i>	5	462
À TERME	988 115	1 295 893
<i>dont entreprises liées</i>	981 556	1 292 093
AUTRES PASSIFS	100 608	119 676
<i>dont pour compte de tiers</i>	29 095	35 369
COMPTES DE RÉGULARISATION	3 847	11 370
<i>dont entreprises liées</i>	2 489	7 156
PROVISIONS	28 613	32 529
CAPITAUX PROPRES	508 103	524 696
CAPITAL SOUSCRIT	485 330	485 330
<i>dont prime d'émission</i>	65 281	65 281
RÉSERVE LÉGALE	1 948	2 990
REPORT A NOUVEAU	0	12 783
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	20 825	23 593
TOTAL ACTIF	1 629 291	1 984 626

COMPTE DE RÉSULTAT au 31 décembre 2009 (en milliers d'euros)

COMPTE DE RÉSULTAT	31/12/2008	31/12/2009
INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS	68 753	73 769
SUR OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	42 059	44 515
dont entreprises liées	12 021	7 955
SUR OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE	26 683	29 255
SUR OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENUS FIXES	11	-1
INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES	-36 434	-39 308
SUR OPÉRATIONS AVEC LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT	-36 434	-39 308
dont entreprises liées	-35 629	-39 174
REVENUS DES TITRES A REVENU VARIABLE	5 390	6 435
COMMISSIONS (PRODUITS)	4 394	11 566
COMMISSIONS (CHARGES)	-524	-466
AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	517	0
dont entreprises liées	0	0
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	-4	-440
PRODUIT NET BANCAIRE	42 092	51 556
AUTRES FRAIS ADMINISTRATIFS	-16 896	-22 353
dont entreprises liées	-12 663	-15 490
DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES	-31	-326
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION	25 165	28 877
COÛT DU RISQUE	-11 137	-3 551
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	14 028	25 326
GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS	9 226	7 350
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT	23 254	32 676
DOTATIONS/REPRISES DE FRBG	3 993	0
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	1 378	-256
PRODUITS EXCEPTIONNELS	1 378	0
CHARGES EXCEPTIONNELLES	0	-256
IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES	-7 800	-8 827
RÉSULTAT NET	20 825	23 593



The image features a close-up, slightly angled view of a brick wall. The bricks are a mix of light tan and reddish-brown, with some showing signs of weathering and moss. A dark purple, semi-transparent rectangular overlay is positioned in the upper right quadrant. The word "ANNEXES" is written in a bold, white, sans-serif font within this overlay. In the bottom left corner, a portion of a white fabric with a dark, abstract pattern is visible, along with a dark, textured surface.

ANNEXES

DES ÉQUIPES PROFESSIONNELLES ET ENGAGÉES

au 1^{er} mars 2010

DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ

Philippe BASSERY

Ass : Flora TOTA

APPUI À MAÎTRISE D'OUVRAGE

Marie-Paule SIMONNET

DIRECTION DES ENGAGEMENTS

Hélène TEMPLIER
Adjointe : Emmanuelle DROUIN
Ass : Anita PEREZ

Chargés d'Affaires :
Dorothée DECKERT
Jean-Benoît du CHALARD
Iskander EZZERELLI
Alexandra GEORGANDAS
Reza HASSAM DAYA
Astrid JARROUSSE
Manuel MARTINS
Olivia REVEILLIEZ
Didier ROUSSEL
Jean-Baptiste SABATIE
Marie-Violaine BIANCARELLI
Danièle THEZE

Chargées de gestion :
Annie DESCOINS
Diane NGO

DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE

Marie SENNEQUIER
Ass : Catherine MURE

Chargés d'affaires :
Jérémy BRAULT
Mathieu BRELET
Cédric MARTIN

Chargés de gestion :
Didier AMIOT
Nicole ARTICO
Maïté CHAPRON
Evelyne WAGNER

DIRECTION JURIDIQUE

*Marianne
SIVIGNON-LECOURT*
Adjointe : Chrystelle GUERIN
Ass : Isabelle GILLET

Juristes :
Christine AVRIL POTTIER
Christel BOURBON-SECLÉT
Emilie CANAVESE
Fariza CHALAL
David FARDEL
Olivier FOURCADE
Sandrine GAU
Peter GLAUSE
Sophie VERMOREL

Chargées de gestion :
Pascale DENISE
Valérie MARCUS
Delphine QUEFFELEC

DIRECTEUR GÉNÉRAL

Luc RIGOUZZO

Ass : la GEBAROWSKI

DIRECTEUR GÉNÉRAL DÉLÉGUÉ

Laurent DEMEY

Ass : Flora TOTA

COMMUNICATION

Benoît VERDEAUX

FONCTIONS TRANSVERSALES

BANQUES ET MARCHÉS FINANCIERS

PARTICIPATIONS

INFRASTRUCTURES ET MINES

ENTREPRISES

Amélie JULY
Ass : Marie-Thérèse ROCHE

Marie-Hélène LOISON
Ass : Isabelle NIANGANE

Jérôme BERTRAND-HARDY
Adjointe : Emmanuelle MATZ
Ass : Elisabeth NGUYEN

Stéphanie LANFRANCHI
Ass : Catherine BAL

Assistance technique
Cyril RENAULT

Pays émergents
et finance carbone
Paul de la GUERIVIERE

Environnementaliste
Odile CONCHOU

Chargés d'Affaires :
Bérengère BASSET
Jean-Sébastien BERGASSE
Myriam BOUSLAMA
Delphine FRENOUX
Rahim HARIS
Laureen-Astrid KOUASSI
Sebastian MENTHONNEX
Elodie PARENT
Maria PENA
Nahed SAAB

Chargés d'Affaires :
Kamal DADI
Isabelle LAURENCIN
Adeline LEMAIRE
Guillaume MORTELIER
Anne-Sophie RAKOUTZ
Pierre ROUSSEAU
Matthew SAVILLE
Christophe SCALBERT
Aglée TOUCHARD

Chargée de gestion :
Sandra GIRARD

Chargés d'Affaires :
Manelle AIT SAHLIA
Xavier DARRIEUTORT
Charlotte DURAND
Alice LUCAS
Stéphanie MOUEN
Pierre-Alain PACAUD
Véronique PESCATORI
Nathalie YANNIC

Chargée de gestion :
Catherine LEPERE

Chargés d'Affaires
Guédi AINACHE
Guillaume BARBEROUSSE
Virginie BLEITRACH
Julie GONNET
Emilie-Gang HUANG
Caroline POUJOL
Anne RORET
Thomas SKURTIS
Denis SIREYJOL

RÉSEAU INTERNATIONAL

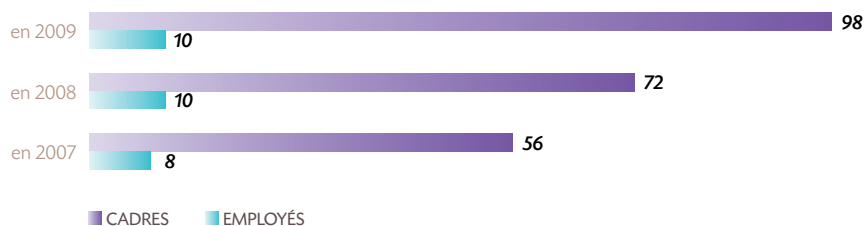
PROJETS APPROUVÉS EN 2009

Pays	Secteur	Projet	Bénéficiaire	Montant
<i>Afrique du Sud</i>	Financier et bancaire Financier et bancaire Financier et bancaire Financier et bancaire	Participation en fonds propres dans une agence de notation Ligne de crédit accordée pour financer la croissance d'une banque Ligne de crédit accordée pour financer des lignes de financement export Ligne de crédit accordée pour le développement de l'activité d'une banque	Entreprise Etablissement financier Etablissement financier Etablissement financier	1,5 M\$ 35 M\$ 30 M€ 8 M€
<i>Algérie</i>	Financier et bancaire	Prise de participation afin d'accompagner le développement d'une société	Entreprise	2 M€
<i>Brésil</i>	Financier et bancaire Financier et bancaire Forêt Education Santé	Ligne de crédit à une banque pour le refinancement des prêts accordés aux clients Ligne de crédit à une banque de financement et d'investissement Prêt accordé pour le financement d'un programme d'investissement forestier et industriel Prêt accordé pour le financement d'une acquisition et construction de campus Prêt destiné à financer l'expansion et la modernisation d'un hôpital	Etablissement financier Etablissement financier Entreprise Entreprise Entreprise	50 M\$ 30 M\$ 20 M\$ 8 M€ 15 M\$
<i>Cambodge</i>	Agriculture Financier et bancaire Financier et bancaire	Refinancement d'un prêt d'actionnaire dans une usine agro-alimentaire Prêt et prise de participation dans une institution de microfinance Prêt accordé pour soutenir la croissance d'une banque	Entreprise Etablissement financier Etablissement financier	7 M\$ 5,2 M\$ 10 M\$
<i>Cameroun</i>	Agriculture	Prise de participation afin d'accompagner le développement d'une société lors d'une augmentation de capital	Entreprise	1,5 Md FCFA
<i>Chine</i>	Energie Santé animale	Prêt destiné à la construction et au développement d'un biodigester Prêt accordé pour l'extension d'une ligne de production de vaccins	Entreprise Entreprise	3,4 M€ 7,5 M\$
<i>Egypte</i>	Infrastructures Agro-alimentaire	Prêt accordé pour financer la construction d'un complexe hôtelier Prise de participation dans une entreprise agro-alimentaire	Entreprise Entreprise	23 M€ 3,2 M\$
<i>France</i>	Financier et bancaire	Participation dans une filiale de banque africaine proposant des services de transfert de fonds aux migrants	Etablissement financier	1 M€
<i>Guatemala</i>	Agro-industrie	Prêt accordé pour financer l'augmentation de production d'une entreprise de sucre	Entreprise	20 M\$
<i>Ile Maurice</i>	Financier et bancaire	Prêt accordé à une banque afin de financer la croissance de son bilan	Etablissement financier	6 M\$
<i>Inde</i>	Financier et bancaire Financier et bancaire Energie Infrastructures	Prêt en faveur d'une banque pour financer ses projets et son développement Ligne de crédit dédiée au financement de projets environnementaux d'une banque Prêt dédié au financement d'une ferme éolienne Prise de participation dans un fonds d'investissement	Etablissement financier Etablissement financier Entreprise Fonds d'investissement	20 M\$ 50 M\$ 7 M€ 10 M\$
<i>Indonésie</i>	Financier et bancaire	Ligne de crédit accordée pour le développement d'une activité de microfinance	Etablissement financier	20 M\$
<i>Jamaïque</i>	Infrastructures	Prêt et prise de participation accordés pour financer l'extension d'une autoroute	Entreprise	50 M\$
<i>Jordanie</i>	Energie Energie	Prêt accordé afin de financer la construction d'une centrale à gaz à cycle combiné Prêt accordé afin d'améliorer l'approvisionnement en eau de la ville d'Amman	Entreprise Entreprise	50 M\$ 100 M\$
<i>Kenya</i>	Financier et bancaire	Prise de participation en fonds propres dans une banque	Entreprise	7,7 M\$
<i>Laos</i>	Energie	Prêt accordé afin de construire l'extension d'une centrale hydroélectrique	Entreprise	40 M\$
<i>Liban</i>	Financier et bancaire Financier et bancaire	Ligne de crédit en faveur d'une banque pour renforcer ses fonds propres et sa croissance Participation à l'augmentation de capital d'une banque	Etablissement financier Etablissement financier	15 M€ 15 M\$
<i>Maroc</i>	Agro-alimentaire	Prise de participation dans un groupe agro-alimentaire	Entreprise	35 MMAD
<i>Namibie</i>	Eau	Prêt en faveur d'une usine de dessalement d'eau de mer	Entreprise	40 M\$
<i>Nigéria</i>	Télécommunications	Prêt accordé pour le financement de nouvelles tours de télécommunications	Entreprise	25 M\$
<i>Nouvelle-Calédonie</i>	Financier et bancaire	Ligne de crédit accordée pour le refinancement à long terme de la banque	Etablissement financier	15 M€
<i>Ouganda</i>	Financier et bancaire Financier et bancaire	Ligne de crédit accordée pour le refinancement à long terme de la banque Ligne de crédit accordée afin de refinancer des opérations à long terme d'entreprises	Etablissement financier Etablissement financier	15 M\$ 30 M\$
<i>Pakistan</i>	Energie	Prêt accordé afin de financer la construction d'une centrale hydroélectrique	Entreprise	26 M\$
<i>Polynésie</i>	Financier et bancaire	Ligne de crédit permettant le financement à long terme d'une banque	Etablissement financier	15 M€
<i>République Dominicaine</i>	Financier et bancaire Transports Financier et bancaire	Ligne de crédit permettant l'expansion du portefeuille à long terme d'une banque Prêt accordé pour la construction et la réhabilitation d'un boulevard touristique Ligne de crédit accordée pour financer des activités exportatrices dans les domaines santé et énergie	Etablissement financier Entreprise Etablissement financier	25 M\$ 20 M\$ 25 M\$
<i>Sénégal</i>	Financier et bancaire	Prêt destiné à rétablir la solvabilité d'une banque	Etablissement financier	6,7 Mds FCFA
<i>Sri Lanka</i>	Financier et bancaire	Ligne de crédit affectée à la relance de l'activité économique d'une banque	Etablissement financier	10 M€
<i>Syrie</i>	Ciment	Prêt destiné à la construction et l'exploitation d'une cimenterie	Entreprise	30 M\$
<i>Tanzanie</i>	Financier et bancaire	Prise de participation dans une banque	Etablissement financier	4,2 M\$
<i>Tchad</i>	Télécommunications	Prêt accordé pour soutenir l'extension d'un réseau de téléphonie mobile	Entreprise	6 Mds FCFA
<i>Togo</i>	Financier et bancaire	Ligne de crédit accordée à une banque afin de refinancer les projets du secteur privé	Etablissement financier	20 M€
<i>Tunisie</i>	Construction / Industrie	Prise de participation dans une PME spécialisée dans les transports routiers	Entreprise	5 MTND
<i>Turquie</i>	Energie Financier et bancaire Energie	Prêt accordé afin de financer la création d'une ferme éolienne Ligne de crédit accordée dans le cadre de la facilité climat Prêt destiné au financement de la production de verre d'une entreprise de panneaux solaires	Entreprise Etablissement financier Entreprise	11,5 M€ 50 M€ 20 M\$
<i>Vietnam</i>	Textile Transports	Prêt destiné à la création de nouvelles unités de production d'une entreprise de textile Prêt destiné au financement de la construction d'un terminal portuaire	Entreprise Entreprise	16 M\$ 15 M\$
<i>Multi-pays</i>	Financier et bancaire Financier et bancaire Financier et bancaire Financier et bancaire Infrastructures Financier et bancaire Multi-secteurs Financier et bancaire	Prise de participation dans un fonds d'investissement spécialisé dans les PME Ligne de crédit à un véhicule européen de financement de prêts en Afrique Participation dans un fonds d'investissement spécialisé dans les projets d'infrastructures Participation dans un fonds d'investissement africain Prêt accordé en faveur d'une facilité africaine de financement d'infrastructures Prêt et prise de participation au développement de l'activité de microfinance Participation dans un fonds d'investissement asiatique Investissement dans un fonds spécialisé dans le financement de PME en Afrique	Fonds d'investissement Etablissement financier Fonds d'investissement Fonds d'investissement Organisation internationale Etablissement financier Fonds d'investissement Etablissement financier	12,5 M\$ 20 M€ 8 M€ 15 M\$ 100 M€ 20 M€ 10 M\$ 10 M€

CHIFFRES CLÉS SOCIAUX

au 31 décembre de chaque année

RÉPARTITION DES EFFECTIFS PAR CATÉGORIE SOCIOPROFESSIONNELLE (affectation comptable)



ÉVOLUTION DU NOMBRE DE CADRES LOCAUX (OPÉRATIONNELS)*

*Cadres recrutés localement dans les bureaux régionaux de PROPARCO



PROPORTION DE COLLABORATEURS FORMÉS PENDANT L'ANNÉE



NOMBRE D'HEURES DE FORMATION PAR PERSONNE FORMÉE



PROPORTION DE FEMMES, NOTAMMENT DANS LE MANAGEMENT (au siège)



LE RÉSEAU DU GROUPE AFD

ABIDJAN ■

AFRIQUE DE L'OUEST

Tél. : (225) 22 40 70 40

Fax : (225) 22 44 2178

proparcoabidjan@proparco.fr

ABUJA

NIGERIA

Tél. : (234) 9 46 01 911

Fax : (234) 9 46 01 913

afdabuja@afd.fr

ACCRA

GHANA

Tél. : (233) 21 77 87 55

Fax : (233) 21 77 87 57

afdacra@afd.fr

ADDIS-ABEBA

ÉTHIOPIE, ERYTHÉE,

SOUDAN, SOMALIE

Tél. : (251) 11 442 59 01/02

Fax : (251) 11 442 59 04

afdadaddisabeba@afd.fr

ALGER

ALGÉRIE

Tél. : (213) 21 69 43 00

Fax : (213) 21 48 41 20

afdalger@afd.fr

AMMAN

JORDANIE

Tél. : (962) 6 46 04 703

Fax : (962) 6 46 04 705

afdamman@afd.fr

ANTANANARIVO

MADAGASCAR

Tél. : (261) 20 22 200 46

Fax : (261) 20 22 347 94

afdantananarivo@afd.fr

BAMAKO

MALI

Tél. : (223) 20 21 28 42

Fax : (223) 20 21 86 46

afdbamako@afd.fr

BANGKOK ■

ASIE DU SUD-EST

Tél. : (66) 2 663 60 90

afdbangkok@afd.fr

BANGUI

RÉPUBLIQUE

CENTRAFRICAINE

Tél. : (236) 21 61 03 06

Fax : (236) 21 61 45 78

afdbangui@afd.fr

BEYROUTH

LIBAN

Tél. : (961) 1 420 192

Fax : (961) 1 611 099

afdbeyrouth@afd.fr

BRASILIA

BRÉSIL

Tél. : (55) 61 33 22 43 20

Fax : (55) 61 33 21 43 24

afdbrasil@afd.fr

BRAZZAVILLE

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Tél. : (242) 281 53 30

Fax : (242) 281 29 42

afdbrazzaville@afd.fr

BUJUMBURA

BURUNDI

Tél. : (257) 22 25 59 31

Fax : (257) 22 25 59 32

afdbujumbura@afd.fr

CASABLANCA ■

MAROC, MAURITANIE,

ALGÉRIE

Tél. : (212) 522 29 53 97

Fax : (212) 522 29 53 98

afdcasablanca@afd.fr

CAYENNE

GUYANE, GUYANA,

SURINAME

Tél. : 05 94 29 90 90

Fax : 05 94 30 63 32

afdcayenne@afd.fr

COLOMBO

SRI LANKA, MALDIVES

Tél. : (94) 11 250 23 20

Fax : (94) 11 250 52 23

afdcolumbo@afd.fr

CONAKRY

GUINÉE, SIERRA LEONE

Tél. : (224) 30 41 25 69

afdcnakry@groupe-afd.org

COTONOU

BÉNIN

Tél. : (229) 21 31 34 53

Fax : (229) 21 31 20 18

afdcotonou@afd.fr

DAKAR

SÉNÉGAL, CAP-VERT,

GAMBIE, GUINÉE-BISSAU

Tél. : (221) 33 849 19 99

Fax : (221) 33 823 40 10

afddakar@afd.fr

DAR ES SALAAM

TANZANIE

Tél. : (255) 22 21 98 866

afddaressalaam@afd.fr

DJIBOUTI

DJIBOUTI

Tél. : (253) 35 22 97

Fax : (253) 35 48 09

afddjibouti@afd.fr

FORT-DE-FRANCE

MARTINIQUE,

PETITES ANTILLES

Tél. : 05 96 59 44 73

Fax : 05 96 59 44 88

afdfortdefrance@afd.fr

HANOÏ

VIETNAM

Tél. : (844) 38 23 67 64

Fax : (844) 38 23 63 96

afdhanoi@afd.fr

HÔ CHI MINH-VILLE

VIETNAM

Tél. : (84 8) 38 24 72 43

Fax : (84 8) 35 20 69 14

afdhochiminhville@afd.fr

ISLAMABAD

PAKISTAN

Tél. : (92) 51 201 15 16

Fax : (92) 51 201 15 14

afdislamabad@afd.fr

ISTANBUL

TURQUIE

Tél. : (90) 212 283 31 11

Fax : (90) 212 283 31 51

afdistanbul@afd.fr

JAKARTA

INDONÉSIE

Tél. : (62) 21 25 50 23 00

Fax : (62) 21 25 50 23 23

afdjakarta@afd.fr

JÉRUSALEM-EST

TERRITOIRES AUTONOMES

PALESTINIENS

Tél. : (972) 2 54 00 423

Fax : (972) 2 54 00 227

afdjerusalem@afd.fr

JOHANNESBOURG ■

AFRIQUE AUSTRALE

ET MADAGASCAR

Tél. : (27) 11 540 71 00

Fax : (27) 11 540 71 17

proparcoJohannesbourg@afd.fr

KABOUL

AFGHANISTAN

Tél. : (93) 797 32 32 35

afdkaboul@afd.fr

KINSHASA

RÉPUBLIQUE

DÉMOCRATIQUE

DU CONGO

Tél. : (243) 99 86 82 598

Fax : (243) 99 99 75 381

afdkinshasa@afd.fr

→ ACCÉDEZ AUX PORTAILS DES BUREAUX SUR WWW.PROPARCO.FR

LAGOS ■

NIGERIA

Tél. : (234) 1 2717151

LE CAIRE ■

ÉGYPTE

Tél. : (20) 2 2735 17 88

Fax : (20) 2 2735 17 90

LIBREVILLE

GABON,

SAO TOME ET PRINCIPE

Tél. : (241) 74 33 74

Fax : (241) 74 51 25

afdlibreville@afd.fr

LOMÉ

TOGO

Tél. : (228) 221 04 98

Fax : (228) 221 79 32

afdlome@afd.fr

LUANDA

ANGOLA

Tél. : (244) 222 333 309

Fax : (244) 222 372 771

afdluanda@afd.fr

MAMOUDZOU

MAYOTTE

Tél. : 02 69 64 35 00

Fax : 02 69 62 66 53

afdmamoudzou@afd.fr

MAPUTO

MOZAMBIQUE

Tél. : (258) 21 30 43 00

Fax : (258) 21 30 37 47

afdmaputo@afd.fr

MATA-UTU

WALLIS ET FUTUNA

Tél. : (681) 72 25 05

Fax : (681) 72 20 03

afdmatautu@afd.fr

MEXICO

MEXIQUE

Tél. : (52) 55 52 81 17 77

afdmexico@afd.fr

MORONI

COMORES

Tél. : (269) 773 29 10

Fax : (269) 773 22 88

afdmoroni@afd.fr

N'DJAMENA

TCHAD

Tél. : (235) 252 70 71

Fax : (235) 252 78 31

afdndjamena@afd.fr

NAIROBI ■

AFRIQUE DE L'EST

Tél. : (254) 20 271 12 34

(254) 20 271 10 58

Fax : (254) 20 271 79 88

afdnairobi@groupe-afd.org

NEW DELHI ■

ASIE DU SUD

Tél. : (91) 11 23 79 37 47

Fax : (91) 11 23 79 37 38

afdnnewdelhi@afd.fr

NIAMEY

NIGER

Tél. : (227) 20 72 33 93

Fax : (227) 20 73 26 05

afdniamay@afd.fr

NOUAKCHOTT

MAURITANIE

Tél. : (222) 525 25 25

Fax : (222) 525 49 10

afdnouakchott@afd.fr

NOUMÉA

NOUVELLE-CALÉDONIE,

VANUATU,

ETATS INSULAIRES

DU PACIFIQUE-SUD

Tél. : (687) 24 26 00

Fax : (687) 28 24 13

afdnoumea@afd.fr

OUAGADOUGOU

BURKINA FASO

Tél. : (226) 50 30 60 92

Fax : (226) 50 31 19 66

afdouagadougou@afd.fr

PAPEETE

POLYNÉSIE FRANÇAISE

Tél. : (689) 54 46 00

Fax : (689) 54 46 01

afdpapeete@afd.fr

PÉKIN ■

CHINE

Tél. : (86) 10 84 51 12 00

Fax : (86) 10 84 51 13 00

afdpekin@groupe-afd.org

PHNOM PENH

CAMBODGE

Tél. : (855) 23 426 360/

426 036

Fax : (855) 23 426 243

AFDPhnomPenh@afd.fr

POINTE-À-PITRE

GUADELOUPE

Tél. : 05 90 89 65 65

Fax : 05 90 83 03 73

afdpointeapitre@afd.fr

PORT-AU-PRINCE

HAÏTI

Tél. : (509) 22 45 40 07

Fax : (509) 22 45 07 02

afdportauprince@afd.fr

PORT-LOUIS

MAURICE

Tél. : (230) 213 64 00

Fax : (230) 213 64 01

afdportlouis@afd.fr

RABAT

MAROC

Tél. : (212) 537 63 23 94

Fax : (212) 537 63 23 97

afdrabat@afd.fr

SAINT-DENIS

RÉUNION,

TERRES AUSTRALES

ET ANTARCTIQUES

FRANÇAISES

Tél. : 02 62 90 00 90

Fax : 02 62 21 74 58

afdstdenis@afd.fr

SAINT-DOMINGUE

RÉPUBLIQUE DOMINI-

CAINE, BAHAMAS, CUBA,

JAMAÏQUE

Tél. : (809) 547 12 89

Fax : (809) 381 05 92

afdstdomingue@afd.fr

SAINT-PIERRE

SAINT-PIERRE ET MIQUELON

Tél. : 05 08 41 06 00

Fax : 05 08 41 25 98

agence@iedom-spm.fr

SANAA

YÉMEN

Tél. : 00 (967) 1 448 308

Fax : 00 (967) 1 448 306

afdsanaa@afd.fr

SÃO PAULO ■

BRÉSIL

Tél. : (55) 11 25 32 47 51

Fax : (55) 11 31 42 98 84

afdsaopaulo@groupe-afd.org

TUNIS ■

TUNISIE

Tél. : (216) 71 861 799

Fax : (216) 71 861 825

afdtunis@afd.fr

VIENTIANE

LAOS

Tél. : (856) 21 24 32 95

Fax : (856) 21 24 32 98

afdvientiane@afd.fr

YAOUNDÉ

CAMEROUN, RÉPUBLIQUE

CENTRAFRICAINE,

GUINÉE EQUATORIALE

Tél. : (237) 22 22 00 15

Fax : (237) 22 23 57 07

afdyounde@afd.fr

■ Bureaux PROPARCO



COORDINATION PROPARCO

Raphaëlle de Maisonneuve-Hétier et Benoît Verdeaux

CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION

NOISE

28, rue du Faubourg Poissonnière 75010 Paris – www.noise.fr

Edition et coordination : Lionel Bluteau. Assistante : Jeanne Sophie Camuset. Direction artistique : Dorothée Thomassin et Marion Pierrelée.

Maquette : Julien Desperiere, Adrien Ampuy. Photogravure : RVB Editions. Fabrication : Vision Prod'

CRÉDITS PHOTOGRAPHIQUES

COUVERTURE : Getty images / Alexander Nesbitt

PAGE 4 : Nicolas Fornage. **PAGES 6-7** : Jean-Pierre Barral. **PAGE 8** : Dominique Fradin. **PAGES 9** : Dominique Fradin. **PAGE 11** : Dominique Fradin. **PAGE 12** : Vincent Joguet. **PAGES 14-15** : PROPARCO. **PAGE 18-19** : Nicolas Fornage. **PAGE 20** : Grégory Scopélitis. **PAGE 21** : Benoît Verdeaux. **PAGES 22** : Virginie Bleitrach. **PAGE 23** : Nicolas Fornage. **PAGE 24** : Eric Thauvin. **PAGE 25** : Diwaco. **PAGE 26** : Nicolas Fornage. **PAGE 27** : Grégory Scopélitis. **PAGES 28-29** : Tim Montorfani. **PAGE 31** : AESA. **PAGE 33** : Emilie-Gang Huang. **PAGES 34-35** : Chantal Régnauld. **PAGE 36** : Didier Gentilhomme. **PAGE 37** : Benoît Verdeaux. **PAGES 38-39** : Emilie-Gang Huang. **PAGES 40-41** : Nicolas Fornage. **PAGE 42** : Benoît Verdeaux. **PAGE 43** : AFP Photo / David Goldman. **PAGE 44** : Emilie-Gang Huang. **PAGE 45** : Eric Thauvin. **PAGES 46-47** : Jean-Pierre Barral. **PAGES 54-55** : Chantal Régnauld.

Ce rapport est imprimé avec des encres végétales et non minérales. Les encres végétales destinées à l'imprimerie emploient principalement le soja et le colza. Elles disposent de plusieurs atouts : elles utilisent des ressources renouvelables (huiles de tournesol, de colza, de soja, de lin), leur emploi permet de réduire les émissions de gaz carbonique. De plus, l'évaluation comparative entre les huiles minérales et les huiles végétales montre que ces dernières sont facilement biodégradables.

Dépôt légal : avril 2010



PUBLICATIONS

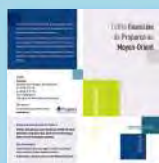
Toutes les publications et les films sont téléchargeables sur www.proparco.fr, rubrique Publications



PLAQUETTES GÉOGRAPHIQUES ET SECTORIELLES

Disponibles en anglais

- PROPARCO en Afrique subsaharienne
- PROPARCO en Chine
- Financer l'accès à une énergie durable
- Financer le développement durable de la microfinance
- FISEA : S'impliquer et s'investir aux côtés des entreprises africaines



BROCHURES FINANCIÈRES

Disponibles en anglais

- L'offre financière de PROPARCO au Moyen-Orient
- L'offre financière de PROPARCO au Maroc
- L'offre financière de PROPARCO en Tunisie



REVUE SECTEUR PRIVÉ & DÉVELOPPEMENT



Disponible en anglais

Abonnez-vous gratuitement à la revue bimestrielle de PROPARCO, espace d'échanges sur le rôle du secteur privé dans les pays en développement
www.proparco.fr

- N°5 : Les marchés financiers en Afrique, véritable outil de développement ?
- N°4 : La téléphonie mobile dans les pays en développement : quels impacts économiques et sociaux ?
- N°3 : Quel équilibre entre soutenabilité financière et enjeux sociaux dans le secteur de la microfinance ?
- N°2 : Quel rôle pour le secteur privé dans l'accès à l'eau potable dans les pays en développement ?
- N°1 : Le financement des PME dans les pays en développement

FILMS



Les projets financés par PROPARCO en images (5 min)

- Teatime in Gachege, Kenya
- Cogénération durable au Kenya
- Financer le capital investissement au Maroc
- Financer le microcrédit au Maroc
- Afrique du Sud : Soutien au "Black Economic Empowerment"
- Développement et secteur privé

SITE INTERNET

Visitez notre site internet : www.proparco.fr





GROUPE AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

151, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
Tél. : +33 1 53 44 31 08 - Fax : +33 1 53 44 38 38
www.proparco.fr